

47835



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/INF/118
ECO/IGO/I/2/Rev.1
5 janvier 1981

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Seizième session de la Commission/septième
réunion de la Conférences des ministres

Freetown (Sierra Leone), 6 - 11 avril 1981

LA CEA ET LA CREATION D'INSTITUTIONS EN AFRIQUE
LE POINT SUR LES INSTITUTIONS REGIONALES
ET SOUS-REGIONALES PARRAINÉES PAR LA CEA

Avant-Propos

La présente communication a pour but d'attirer l'attention sur les progrès réalisés jusqu'ici par la Commission économique pour l'Afrique dans la création d'institutions régionales et sous-régionales en Afrique. L'établissement d'institutions multinationales en Afrique fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Commission depuis sa création en raison de l'importance que ces institutions revêtent dans le renforcement des moyens dont le continent dispose dans le domaine de la technique et du développement et dans la promotion, de manière concrète et pratique, de la coopération technique entre pays africains.

Pour atteindre les objectifs en matière d'intégration économique en Afrique, il est nécessaire de créer des institutions multinationales en vue de promouvoir le développement et d'encourager la mise sur pied d'unités économiques axées sur l'intégration économique régionale. Cette entreprise de coopération permet aux économies africaines dans l'ensemble minuscules et faibles, de nouer des liens de coopération et de disposer ensemble et à un coût économique moindre, des services techniques qu'ils n'auraient pas pu obtenir individuellement, qui faciliteront par conséquent leurs efforts de développement.

La présente communication est par conséquent centrée sur la nature, les fonctions et les principales réalisations des institutions multinationales africaines qui ont été créées sous l'égide de la CEA en vue de la promotion de la coopération technique et du développement dans divers secteurs économiques et sociaux.

Parmi les premières institutions créées par la CEA, on peut citer la Banque africaine de développement (BAD), l'Association des banques centrales africaines et l'Institut africain de développement et de planification économique (IDEP). La BAD qui regroupe, à l'heure actuelle, tous les pays indépendants d'Afrique est devenue, après un lent démarrage, un instrument utile de développement. Elle a élargi son champ d'activités et accru ses ressources. Quant à l'Association des banques centrales africaines, dont toutes les banques centrales africaines sont membres, elle n'a cessé de se développer et a créé les organes subsidiaires, notamment le Centre africain d'études monétaires et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. D'autres institutions continuent à jouer un rôle actif dans l'établissement des liens solides de coopération entre les économies des pays africains et contribuent à accroître l'autosuffisance du continent africain. Au cours de ces trois dernières années la Commission a concentré ses efforts sur la création de trois institutions technologiques - le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques - dont l'objectif est d'accélérer le processus du développement technologique de l'Afrique. Nous préparons actuellement la mise sur pied d'une institution régionale d'énergie solaire.

Cette publication, nous l'espérons, permettra aux lecteurs d'appréhender le rôle important que jouent les institutions internationales dans le développement des économies africaines. Ces institutions appartiennent aux Etats africains et leur force ne peut être qu'à la mesure du soutien financier, politique et technique que ces Etats leur apportent. Le renforcement et le développement de ces institutions vitales constituent une responsabilité collective que tous les Etats membres doivent assumer.

Le Secrétaire exécutif
Adebayo Adedeji

I. RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'INTEGRATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Dans un continent où les marchés nationaux sont réduits et les ressources humaines et matérielles sont sous-employées, la formation de groupements sous-régionaux a essentiellement pour but de créer des marchés suffisamment grands pour soutenir des capacités de production et de consommation viables dans les secteurs industriel et primaire, d'augmenter les capacités d'absorption de la technologie, des capitaux, des biens et des services; de mettre en place des réseaux viables de transport; de mettre en commun les ressources financières et humaines et enfin, d'encourager l'exploitation des complémentarités existantes. La condition sine qua non pour atteindre ces objectifs est la formation d'unités économiques sous-régionales, première étape vers l'intégration économique régionale.

En raison des difficultés qui entravent la promotion de la coopération et de l'intégration économiques régionales et sous-régionales en Afrique, notamment celles qui résultent de la multiplicité, dans une même sous-région, de groupements multinationaux relativement petits, la concurrence inutile et le chevauchement des efforts au sein de ces groupements, la fragmentation créée par cette multiplicité des groupements, la dispersion des ressources financières et humaines, les conflits d'intérêts et l'instabilité qui résulte du fait que certains pays africains appartiennent à deux ou à plusieurs organisations intergouvernementales africaines ainsi que les tendances à l'introversion des diverses organisations multinationales existantes qui jouent contre l'instauration d'une plus grande coopération régionale, on considère que l'action à mener dans l'avenir ne doit pas être orientée vers la création davantage d'organisations, mais plutôt vers la modification et la restructuration de celles qui existent en vue d'élargir leur portée et de rationaliser leurs activités.

"Tout en reconnaissant que la diversité des besoins économiques et sociaux en Afrique et la complexité des relations économiques internationales nécessitent ou justifient peut-être l'existence de plusieurs organisations intergouvernementales liées entre elles à des arrangements de coopération à des degrés divers, l'on soutient que l'on obtiendrait de meilleurs résultats en créant un nombre limité de grandes organisations polyvalentes qui contribueraient à maintenir un équilibre fondamental entre Etats appartenant au même groupement"^{1/}.

^{1/} E/CN.14/659 - E/CN.14/ECO/112.

En vue de la rationalisation des organisations existantes, trois approches ont été préconisées :

- a) En premier lieu, l'approche fondée sur le court terme, qui consiste à créer un mécanisme chargé de la coordination des activités des organisations multinationales voisines ayant des objectifs identiques ou semblables, et à promouvoir l'assistance mutuelle;
- b) En deuxième lieu, l'instauration d'une coopération étroite entre les organisations voisines ayant des objectifs limités. Cela renforcerait non seulement la coopération portant sur des secteurs et des arrangements qui constituent des préoccupations communes des Etats membres, mais amènerait également des Etats voisins à devenir membres de ces organisations;
- c) En troisième lieu, l'intégration progressive de groupements sectoriels ou d'importance moindre pour en faire des groupements polyvalents et, éventuellement leur intégration dans le cadre d'arrangements de coopération plus vaste visant une intégration économique plus poussée.

Grâce à son Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Niamey, la CEA contribue à coordonner et à renforcer les activités des 35 organisations intergouvernementales qui existent à l'heure actuelle en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre des efforts déployés en ce sens, le MULPOC de Niamey a publié le premier numéro de son "Bulletin de liaison" qui a pour but de tenir les organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest au courant des activités des unes et des autres et de leurs réalisations respectives, ce qui constitue un premier pas dans le renforcement et la coordination des activités des organisations intergouvernementales de la région.

Le rôle du secrétariat de la CEA pour ce qui est d'encourager les arrangements de coopération entre groupes de pays et organisations intergouvernementales ne se limite pas à l'Afrique de l'Ouest. L'une des plus importantes fonctions des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets est d'établir des relations saines de travail entre organisations intergouvernementales d'une part et entre ces organisations et les MULPOC d'autre part. S'agissant de la Communauté économique des pays de Grands Lacs (CEPGL), un modus operandi, pour instituer des relations de travail plus étroites entre le secrétariat de la Communauté et le MULPOC de Gisenyi est exposé dans un mémorandum d'entente entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la CEPGL. En Afrique du Centre, des arrangements opérationnels de travail ont été élaborés par le MULPOC de Yaoundé et l'UDEAC. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, des mesures spécifiques ont été prises en vue d'assurer une meilleure coordination entre les activités du MULPOC de Lusaka et celles des institutions intergouvernementales ayant survécu à la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est, notamment l'Institut est-africain de gestion, qui est devenu un institut sous-régional de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. En Afrique du Nord, le programme de travail du MULPOC de Tanger tient compte des programmes d'organisations intergouvernementales nord-africaines comme la Ligue arabe et ses institutions

spécialisées et le Secrétariat du Maghreb, pour éviter les doubles emplois et renforcer les activités menées dans le cadre de tous les arrangements de coopération en Afrique du Nord. Aussi, les MULPOC tiennent compte des circonstances qui existent dans les régions qu'ils desservent dans la formulation et l'exécution de leurs programmes de travail 2/.

Tandis que certains progrès ont été réalisés dans la création de mécanismes pour coordonner les programmes des organisations intergouvernementales, la deuxième et la troisième approches fondées sur le long terme ont accusé très peu de progrès en ce qui concerne la rationalisation des organisations existantes. Il faut vaincre les préjugés futiles qui ont eu pour résultat une réticence à adhérer à une organisation qui a déjà fait ses preuves quant à sa viabilité et une tendance à créer des groupements rivaux.

Le rôle des organisations polyvalentes existantes dans la rationalisation d'autres organisations a mieux réussi en Afrique de l'Ouest où la CEDEAO prend actuellement des mesures pour coordonner les activités des organisations intergouvernementales, et en Afrique de l'Est et en Afrique australe où la création d'une zone d'échanges préférentiels pourrait offrir le cadre d'une intégration plus globale. La CEPGL a commencé à prendre des mesures utiles pour la coopération sous-régionale et des arrangements ont été mis au point concernant la coopération commerciale entre les pays membres de l'UDEAC et les Etats de l'Afrique du Centre qui ne sont pas membres de l'Union.

Les arrangements de coopération multinationale en Afrique ne se limitent pas uniquement au domaine des organisations sectorielles limitées et polyvalentes. Il existe également des arrangements spécialisés, notamment ceux qui concernent les produits de base et les services et les institutions spécialisées. Ces arrangements et ces institutions sont nombreux et ont été créés sous les auspices de la CEA, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de la formation, des ressources naturelles, et des systèmes financiers et bancaires. On trouvera dans la section III de la présente publication un profil de ces institutions.

En tant qu'organisation régionale africaine, dont le programme de travail et les priorités en matière de développement sont déterminés par les gouvernements africains, la CEA ne peut être considérée comme étant distincte des autres institutions multinationales existantes en Afrique.

C'est pourquoi, les projets parrainés par le secrétariat et qui entrent dans la catégorie d'arrangements spécialisés de coopération ne devraient pas être considérés comme distincts des projets des organisations intergouvernementales en général. Pour obtenir les meilleurs résultats, les arrangements de coopération parrainés par le secrétariat doivent s'accorder avec les politiques nationales et intergouvernementales en matière de coopération. Les MULPOC doivent, par exemple,

2/ Pour des détails complets sur la création des MULPOC et un rapport relatif à leurs activités et progrès, voir "Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, rapport d'activités" (E/CN.14/CAB/7/5).

être considérés, entre autres, comme un cadre mis en place pour s'assurer que l'on tient pleinement compte des politiques nationales et intergouvernementales en matière de coopération.

Les diverses institutions multinationales qui ont été créées, toutes à la demande des gouvernements africains, dans les domaines tels que les ressources naturelles, la science et la technologie, le commerce, l'industrie, la formation, les transports et les communications, ont toutes, à l'exception de la Banque africaine de développement et de l'Association des banques centrales africaines, souffert des conséquences néfastes du manque de volonté politique des pays africains. Cette absence de volonté politique se manifeste de diverses façons, dont la plus courante est qu'après avoir fait pression pour la création d'une institution, de nombreux gouvernements africains, même quand ils ont approuvé les instruments juridiques de la création de telle ou telle institution, refusent d'en être membres, ou s'ils le deviennent, refusent de lui apporter un soutien financier et matériel suffisant. Le résultat final est que la croissance de l'institution s'en trouve gênée, la désillusion s'installe et l'autonomie collective des pays africains s'en trouve compromise. Les Etats membres doivent se rendre compte que la réussite ou l'échec des institutions qui ont été créées à leur demande dépend uniquement d'eux.

L'étude suivante, consacrée à certaines institutions multinationales, illustre le problème du manque de soutien dont elles ont souffert en ce qui concerne l'adhésion, l'aide financière et autre assistance matérielle et qui a empêché leur développement.

Le continent dispose de ressources naturelles en abondance et leur exploitation pourrait grandement contribuer à la transformation économique et sociale de la région. Ironiquement, cependant, il s'agit là du secteur où le développement des institutions en vue de parvenir à l'autosuffisance collective a fait le moins de progrès.

Le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife au Nigéria, a été créé aux termes de la résolution 164 (VIII) de la Commission qui invitait le Secrétaire exécutif à mettre sur pied des centres dans le domaine des techniques photogrammétriques, de la photo-interprétation, des photographies aériennes et des levés géophysiques aériens.

Le Centre d'Ile-Ife dont tous les pays de l'Afrique de l'Ouest peuvent devenir membres ne compte, depuis sa création en 1972, que quatre membres, à savoir le Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. De nombreuses tentatives, notamment l'envoi de missions de promotion auprès des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, n'ont pu augmenter le nombre des membres que d'un pays, en l'occurrence le Mali. Cette situation a eu des résultats néfastes sur le développement et la croissance du Centre qui, s'il pouvait bénéficier du soutien d'une simple majorité des Etats de l'Afrique de l'Ouest pourrait rapidement devenir un Centre capable d'offrir des services meilleurs et plus variés en vue de la mise en valeur des ressources naturelles dans le cadre de la poursuite de l'autosuffisance collective. Les quatre premiers membres du Centre n'ont cessé de supporter seuls

le fardeau financier du fonctionnement du Centre, alors que 90 étudiants venant de 12 pays africains ont reçu leur formation au Centre. Il s'agit de l'Algérie, du Burundi, de la République centrafricaine, du Ghana, du Kenya, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de la Somalie, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie. Même si le Nigéria, pays hôte, accepte volontiers de supporter le gros du fardeau financier, le fait demeure que les quatre Etats membres du Centre ne reçoivent aucun soutien moral et matériel des huit autres pays africains, qui n'apportent aucune contribution au titre du fonctionnement du Centre. De ce fait, le Centre s'est développé très lentement et n'a pas suffisamment de fonds pour lui permettre d'assurer son propre développement et celui du programme d'enseignement.

Son homologue, le Centre des services spécialisés en matière des levés et de cartes de Nairobi, qui a également été créé aux termes de la résolution 164 (VII) de la Commission, a souffert, comme par destinée, des mêmes maux que le Centre d'Ile-Ife. Sur les 18 pays de la sous-région d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui peuvent adhérer au Centre, cinq pays seulement, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie et le Malawi, sont membres du Centre de Nairobi, le Malawi ayant déjà notifié sa décision de se retirer du Centre à la fin du mois de janvier 1981. Malgré l'envoi de missions de promotion, le nombre de membres du Centre est resté le même qu'à sa création en 1975. En fait le nombre déjà limité de ses membres va diminuer. Les conséquences néfastes de cette situation sur le développement et l'expansion du Centre de Nairobi sont évidentes. Là encore, le pays hôte, le Kenya, comme le Nigéria pour le Centre d'Ile-Ife, supporte une partie importante des charges financières au titre du fonctionnement du Centre. Tout en fournissant le terrain, et contribuant financièrement à l'édification du siège du Centre, le Kenya était, il n'y a pas longtemps encore, le seul pays à payer ses contributions au titre du budget ordinaire du Centre. La République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda ont commencé à payer leur contribution. C'est ainsi que le Centre n'a pu même pas exécuter les modestes projets approuvés par son Conseil d'administration pour les années 1978/79 et 1979/80. Son budget qui s'élevait à 884 557 dollars des Etats-Unis pour 1979/80 est tombé à 381 959 dollars. Le Centre ne peut se développer et réaliser ses objectifs si trois Etats membres seulement doivent lui apporter leur assistance. Tous les Etats membres de la sous-région d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe doivent adhérer au Centre dans les meilleurs délais pour lui permettre d'atteindre les importants objectifs que les gouvernements africains lui ont assignés.

Le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est a commencé à fonctionner en 1977 lorsque le quatrième signataire requis, les Comores, a signé l'Accord portant création du Centre. Les trois autres Etats sont l'Ethiopie, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie. Le Centre, dont le but est d'aider les Etats membres, de diverses manières, dans l'exploitation de leurs ressources minérales a été créé aux termes de la résolution 205 (IX) de la Commission de février 1969. En dépit de plusieurs missions auprès des pays de la sous-région, le nombre des pays signataires n'a pas varié depuis plusieurs années. Le Centre ne reçoit une aide effective que de trois Etats membres, à savoir l'Ethiopie, le Mozambique et le pays hôte, la République-Unie de Tanzanie. Tout comme le Kenya et le Nigéria, la Tanzanie a fourni le terrain pour les locaux du Centre, des bureaux temporaires et une contribution supplémentaire d'un montant de 120 000 dollars des Etats-Unis. Du fait que le

Centre compte un nombre limité de membres, son budget pour 1979/80 ne s'élevait qu'à 100 000 dollars des Etats-Unis environ. En conséquence, les chances du Centre de se développer à la mesure de ses potentialités sont véritablement réduites. On estime que si tous ses Etats membres potentiels adhéraient, le Centre aurait besoin de 1 million de dollars des Etats-Unis par an pour entretenir toutes ses installations et mener à bien toutes ses activités. Les contributions de tous les 18 Etats membres pourraient se situer entre 9 260 dollars des Etats-Unis pour les Comores et 125 963 dollars des Etats-Unis pour la Zambie sur la base de la formule adoptée pour le barème des contributions au budget de l'OUA. On estime de même que si le Centre fonctionnait à plein rendement, il pourrait réaliser un profit annuel d'environ 800 000 dollars des Etats-Unis grâce aux services techniques qu'il pourrait rendre aux pays africains et ainsi devenir un projet viable.

Le Conseil africain de télédétection créé aux termes de la résolution 280(XII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en février 1975 n'a vu le jour qu'en juillet 1979 lorsqu'on est finalement parvenu à obtenir la signature des 10 Etats requis pour la création du Conseil. Jusqu'à présent, un peu plus du quart seulement des pays africains qui constituent ses membres potentiels a adhéré au Conseil.

Un fait encore plus alarmant est que les donateurs potentiels qui avaient promis leur assistance à des institutions comme le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et le Centre des services spécialisés en matière de levés et de cartes au moment de leur création, ne veulent accorder de l'aide à ces institutions que si le nombre de leurs pays membres augmente de façon à devenir des institutions réellement sous-régionales. Les membres potentiels de ces institutions, pense-t-on, attendent eux aussi, pour adhérer, de voir si elles fonctionnent bien. Le cercle vicieux, ainsi formé s'applique non seulement aux centres susmentionnés mais également à toutes les institutions qui souffrent de l'insuffisance du nombre de leurs membres aux niveaux régional et sous-régional.

Dans le domaine de la science et de la technologie, plus que dans tout autre domaine, il est nécessaire que les pays africains conjuguent leurs efforts pour que soit soutenue leur capacité d'absorber, d'adapter et de développer la technologie. La création du Centre régional africain de technologie a été proposée dans les conclusions adoptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie (Nairobi, décembre 1975); elle a été confirmée par la quatrième Conférence des ministres du commerce des Etats membres de l'OUA (Alger, novembre 1975), par la Conférence des ministres de l'éducation des Etats africains (Lagos, février 1976), par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (résolution 87(IV) et, enfin, par la résolution CM/Res.513 (XXVII) de la vingt-septième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA (Maurice, juillet 1976). Ce Centre régional, dont on a tant loué la création, ne compte jusqu'à présent qu'un peu plus de la moitié des Etats africains qui pourraient en devenir membres.

L'un des instruments les plus importants pour la promotion et le développement des échanges commerciaux minimes existant entre les pays africains reste l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. Ce sont les résolutions 241(XI)

de la Conférence des ministres de février 1973 et 310(XXI) du Conseil des ministres de l'OUA, qui sont à l'origine de cette organisation. Les 26 membres de l'Association sont l'Algérie, le Burundi, le Congo, l'Egypte, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, le Maroc, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la République Centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, la République-Unie du Cameroun, le Tchad, le Togo, la Tunisie et le Zaïre. Il n'est pas encourageant de constater que comme instrument de promotion des échanges commerciaux intra-africains, ouvert à tous les 50 Etats membres de la CEA et de l'OUA, l'Association compte à peine la moitié du nombre de ses membres potentiels.

Sur les 26 membres, environ un tiers seulement versent leurs contributions au titre du budget biennal de l'Association. Par exemple, pour l'exercice biennal 1975-1976, seuls huit Etats membres, à savoir l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, la République-Unie du Cameroun, le Rwanda et le Soudan, avaient versé au total une somme de 160 953,06 dollars des Etats-Unis sur le montant total du budget biennal qui était de 439 510 dollars des Etats-Unis. Cette tendance s'est maintenue et a eu des conséquences néfastes sur la croissance et le dynamisme du fonctionnement de l'Association.

Lors de la Conférence des ministres africains de l'industrie (Nairobi, décembre 1975) il avait été pour la première fois décidé de créer un Centre régional de conception et de fabrication techniques auquel pourraient adhérer les 50 Etats membres de la CEA et de l'OUA. Cela avait été réaffirmé par la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie. Ce Centre qui doit jouer un rôle de premier plan dans la réalisation d'une percée dans le domaine industriel en Afrique, a pour but, entre autres, d'aider les pays africains à concevoir des appareils, à fabriquer des prototypes adaptés aux besoins de l'Afrique et à créer des fonderies et des ateliers métallurgiques pour la production de pièces détachées, d'éléments et d'appareils simples pour la petite industrie ou les industries rurales. Le Centre a été officiellement créé à Cotonou en avril 1979 et a son siège à Ibadan (Nigéria). A l'heure actuelle, le Centre compte plus de 20 membres.

A l'exception de la Banque africaine de développement et de l'Association des banques centrales africaines, le manque de soutien financier de la part des Etats membres, constitue le fléau de toutes des institutions intergouvernementales qui ont été créées sous l'égide de la CEA à la demande des gouvernements africains et qui, conformément au principe accepté de l'autonomie collective, doivent toutes fonctionner principalement grâce aux contributions des Etats membres.

L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), l'une de plus prestigieuses des institutions créées par la CEA depuis 1964, compte un nombre assez important de pays membres africains. Sur les 50 membres potentiels, l'IDEP compte 37 adhérents, à savoir l'Algérie, le Bénin, le Burundi, l'Egypte, le Congo, l'Ethiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Libéria, la Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, Maurice, le Maroc, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, la République-Unie du Cameroun, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Togo, le Tchad, la Tunisie, la Haute-Volta, le Zaïre et la Zambie. Cela semble bien augurer pour l'IDEP, mais en fait, sans l'aide généreuse que l'IDEP continue de recevoir du PNUD, l'Institut aurait cessé d'exister depuis longtemps car de nombreux Etats membres ne paient pas leurs contributions de façon régulière ou ne paient pas du tout.

Il est évident que les problèmes auxquels les institutions multinationales ont à faire face tiennent principalement à deux facteurs, à savoir le nombre restreint de membres qui influe à son tour sur la situation financière de ces institutions et la réticence visible de certains Etats membres dans le paiement des contributions ou les deux à la fois. Il ne fait aucun doute qu'étant donné les ressources limitées des pays africains, des organismes de coopération comme ceux mentionnés dans la présente publication sont indispensables au développement économique et social du continent. Il est par conséquent nécessaire de trouver les moyens d'assurer que ces institutions disposent de leur quota complet de membres et de fonds suffisants pour leur permettre de fonctionner efficacement.

Cependant, puisqu'on ne peut pas nier le rôle vital que jouent les institutions multinationales dans le développement économique et social de l'Afrique, des mesures doivent être prises pour s'assurer que ces institutions ne sont créées qu'après une étude approfondie de leur raison d'être, de leurs objectifs et de leurs activités et seulement lorsqu'il y a des indications claires qu'elles bénéficieront du total soutien politique et financier des pays africains. La deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a déclaré dans le Plan d'action de Lagos que les ligues directrices suivantes doivent être adoptées en vue de la création de nouvelles institutions multinationales et du renforcement de celles qui existent.

- i) "Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général administratif de l'OUA, en étroite coopération avec le PNUD et les principaux donateurs devraient entreprendre une évaluation des objectifs et des activités des différents organismes multinationaux existants créés sous l'égide de la CEA, en vue de faire des propositions concernant leur efficacité et l'opportunité de les maintenir en service et de donner des conseils sur les moyens de rationaliser, de coordonner ou d'harmoniser leurs activités ou sur les nouveaux types d'organismes multinationaux qu'il faudrait créer;
- ii) Les organismes multinationaux existants devraient être renforcés en leur fournissant rapidement l'appui politique et matériel de tous les Etats africains qui ont participé à leur création étant donné que, en l'absence d'un tel appui, les objectifs visés lors de la création de ces organismes multinationaux ne pourraient pas être atteints;
- iii) Aucun organisme multinational nouveau ne devrait être créé si son établissement n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi et si les possibilités offertes par les organismes nationaux ou par les organismes multinationaux existants ou par la transformation des organismes nationaux en organismes multinationaux n'ont pas d'abord été pleinement envisagées".

Par ailleurs des mesures adéquates devraient être prises pour l'utilisation d'institutions et mécanismes existants ou à créer dans le but de promouvoir la coopération technique d'une part entre pays africains et d'autre part entre ces derniers et des pays non-africains en développement, conformément au Plan d'action de Buenos Aires sur la coopération technique entre les pays en développement (CTPD).

II. TYPES D'INSTITUTIONS PARRAINÉES PAR LA CEA

Depuis l'établissement de la première institution de la CEA, la Banque africaine de développement, en septembre 1964, plusieurs autres institutions ont été créées aux niveaux sous-régional, régional et multinational sous l'égide et le parrainage de la Commission économique pour l'Afrique. Pour d'autres, le secrétariat de la Commission a participé activement à leur création et à leur développement en collaboration avec d'autres organisations. C'est pourquoi, ces institutions qui sont presque toutes des institutions intergouvernementales africaines, entretiennent, à des degrés divers, des relations constitutionnelles avec la Commission et, de même, la mesure dans laquelle le secrétariat participe à leurs programmes de travail varie considérablement.

Les diverses institutions peuvent être classées, simplement, selon leurs fonctions ou selon les services qu'elles offrent ou encore selon les relations constitutionnelles qu'elles entretiennent avec la Commission. La plupart des institutions multinationales ont pour fonction d'assurer la formation du personnel et d'entreprendre des activités de recherche; quelques-unes d'entre elles sont des institutions financières; certaines ont pour tâche d'encourager la coopération régionale ou sous-régionale, au niveau sectoriel et multisectoriel; d'autres encore ont pour objectif de promouvoir le développement technologique et sont chargées d'identifier, d'évaluer et d'exploiter des ressources naturelles.

La classification des institutions utilisée dans cette publication est la plus simple, qui se fonde sur les rapports constitutionnels de chacune d'entre elles avec la Commission et son principal organe directeur, à savoir la Conférence des ministres de la CEA. Sur la base de ces critères, les quatre catégories d'institutions ci-après ont été retenues :

Catégorie I : Organes et institutions de la CEA : Ils sont créés en application de décisions des organes délibérants ou aux termes de résolutions de la Commission et font partie intégrante de la structure de la CEA et de ses organes constituants chargés d'activités opérationnelles tels que des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) et l'IDEP.

Catégorie II : Institutions parrainées par la CEA : Il s'agit d'institutions intergouvernementales créées en application de résolutions ou de décisions de la CEA et dont la création était prévue dans le programme de travail et les priorités de la Commission. Toutes ces institutions, sans exception, ont été conçues, élaborées et créées par le secrétariat en vertu de mandats et de directives précises données par les Etats africains par l'intermédiaire des organes délibérants pertinents aux niveaux régional, sous-régional et multinational. Des exemples sont la Banque africaine de développement, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques et l'Organisation régionale africaine de normalisation.

Catégorie III : Institutions parrainées par la CEA et l'OUA ou par la CEA et d'autres organismes des Nations Unies : Les institutions appartenant à cette catégorie entretiennent avec la CEA les mêmes relations constitutionnelles que les organisations de la catégorie II. Elles ont été créées en application de résolutions de la Commission et résultent du programme de travail et des priorités de la Commission. En outre, leur création a été sanctionnée par l'OUA ou par l'Assemblée générale des Nations Unies ou d'autres organismes des Nations Unies qui avaient demandé aux secrétariats de la CEA et de l'OUA ou à la CEA et à d'autres organismes des Nations Unies d'entreprendre une action commune. Ces institutions ont été conçues et créées grâce aux efforts communs des secrétariats de la CEA et de l'OUA ou de la CEA et d'autres organismes des Nations Unies. Des exemples sont le Centre régional africain de technologie, le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social et l'Organisation de la propriété industrielle créée à l'intention des pays africains anglophones.

Catégorie IV : Institutions à la création desquelles la CEA a contribué : Il s'agit d'institutions dans la création et le développement desquelles le secrétariat de la CEA a joué un rôle actif de promotion. En ce qui concerne ce groupe d'institutions, la CEA est l'une des institutions qui a collaboré à leur création. Aucune résolution de la CEA n'a donné mandat au secrétariat de les créer et, en conséquence, ces institutions n'ont aucun lien constitutionnel avec la Commission. Dans certains cas, la CEA a fourni des services de secrétariat temporaires à ces institutions jusqu'au moment où elles ont pu créer leur propre secrétariat. Des exemples sont l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, l'Association des banques centrales africaines, l'Association africaine de formation et de développement et l'Association des administrateurs africains des impôts.

On trouvera dans la section suivante, sous la rubrique "Profils des institutions" des renseignements de base sur les diverses institutions susmentionnées dont la création a été parrainée ou encouragée par la CEA.

III. PERSPECTIVES EN MATIERE DE CREATION D'INSTITUTIONS EN AFRIQUE

Les Etats africains prennent de plus en plus des mesures concrètes en vue de mettre en oeuvre leurs politiques déclarées en matière de développement et de réaliser l'objectif qu'est la survie économique grâce à l'autonomie collective, la coopération et l'intégration économique. Il n'est par conséquent pas surprenant de constater que très peu d'institutions intergouvernementales régionales et sous-régionales ont été créées au cours des années 60 et qu'un nombre croissant d'institutions oeuvrant dans le domaine du développement ont vu le jour au cours des années 70. La plupart de ces institutions sont des organismes de formation, de recherche et de services.

Si l'on veut assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains en avril 1980 dans le cadre des efforts faits en vue de rendre les Etats africains indépendants sur le plan économique ou de réduire sensiblement leur dépendance excessive à l'égard des pays industrialisés, il est primordial que les institutions intergouvernementales existantes, qui ont été créées ou dont la création a été encouragée sous l'égide de la Commission, deviennent plus efficaces, profitent à tous et reçoivent sans réserve l'appui politique et matériel de tous les Etats africains.

En ce qui concerne la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, il subsiste un certain nombre de domaines où les Etats africains, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif, ne disposent pas des institutions nécessaires. Il faudra combler ces lacunes au cours des années à venir afin d'assurer l'autonomie collective des Etats africains. Un autre domaine dans lequel il convient de créer des institutions nouvelles et de renforcer celles qui existent concerne la production, la distribution et les services. Ce sont là des domaines dans lesquels il convient de créer des organisations ou des entreprises multinationales africaines chargées de collaborer en matière d'exploitation des ressources naturelles, de fabrication et de distribution de produits courants faisant l'objet d'une demande dans plusieurs pays africains ou dans les entreprises publiques de ces derniers, et de fourniture de services commerciaux spécialisés, notamment de services de consultants, de services en matière de fret aérien intra-africain, etc..

En vue de satisfaire ces besoins en matière de développement, il est envisagé d'orienter davantage, au cours des années 80, les efforts vers la consolidation et le renforcement des institutions multinationales, sous-régionales et régionales africaines existantes. Par ailleurs, il faudra créer davantage d'institutions régionales, sous-régionales et multinationales et les développer pour assurer l'autonomie collective et l'intégration économique. Les années 80 demeurent la décennie au cours de laquelle il faudra mettre en place en Afrique les infrastructures de base devant garantir une croissance économique autonome et endogène dans le cadre de l'intégration économique régionale. Dans cette immense tâche que la Commission est appelée à accomplir dans le domaine de la création de nouvelles institutions et du renforcement des institutions existantes, l'engagement des gouvernements africains sera décisif et beaucoup dépendra également de l'appui qu'ils fourniront à la Commission et de leur volonté d'assumer leurs obligations à l'égard des diverses institutions qu'ils ont décidé en commun de créer. Les institutions, à leur tour, devront être constamment conscientes de leur mission et chercher à obtenir des résultats.

Une autre dimension des perspectives pour les années 80 devra être le désir croissant de coopération plus étroite entre les diverses institutions, d'une part, et entre ces institutions et la Commission, d'autre part. Cela tient au fait que la tâche de développement et de modernisation de l'Afrique est une tâche collective et que les institutions et le secrétariat de la CEA devront travailler de concert comme une équipe de vignerons dans le vignoble.

IV. DESCRIPTION DES INSTITUTIONS

Catégorie I : Institutions et organes de la CEA

- I.a) 1. Nom de l'Institution : MULPOC de la CEA à Tanger
2. Adresse du Siège : MULPOC de la CEA, B.P. 316, Tanger (Maroc)
3. a) Date de création : 25-26 mars 1979
- b) Résolutions portant création de l'Institution : Résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA.
4. Zone géographique desservie : Afrique du Nord
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Maroc, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Tunisie, Algérie et Soudan.
6. Objectifs : Promouvoir la coopération économique entre les Etats membres en vue de créer, à l'échelon sous-régional, un marché commun ou une union douanière, ce qui constituera une étape vers l'intégration économique de la région.
7. Organes : Le MULPOC est doté des organes suivants :
- a) Comité d'experts, représentant les Etats membres
- b) Conférence des plénipotentiaires, représentant les Etats membres.
8. Activités principales : Malgré les contraintes financières, le MULPOC de Tanger a commencé à mettre en oeuvre trois projets :
- i) Encouragement des échanges sous-régionaux;
- ii) Coopération dans le domaine de l'énergie;
- iii) Création d'un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord.
9. Budget pour 1980-1981 :
- a) Total du budget ordinaire :
- | | |
|--|---------------------------|
| - Contributions des Etats membres | 230 291 dollars des E.-U. |
| - Contributions d'autres organisations | - dollars des E.-U. |
| | Chiffre non disponible |
- b) Total du budget d'investissement :
- | | |
|--|------------------------|
| - Contributions des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contributions d'autres organisations | Chiffre non disponible |

10. Réalisations

Le programme de travail du MULPOC de Tanger a été approuvé par la réunion inaugurale des plénipotentiaires en mars 1979. Depuis lors, des projets prioritaires ont été définis, le programme de travail a été intégré à celui de la CEA et une étroite collaboration s'est instaurée avec d'autres institutions sous-régionales. Des sujets aussi divers que le commerce, l'énergie et la main-d'oeuvre ont fait l'objet de missions, dont les rapports et les recommandations sont actuellement soumis aux organes directeurs du MULPOC, pour approbation. Par ailleurs, les statuts de l'Institut supérieur de gestion de l'Afrique du Nord sont prêts à être soumis à l'approbation de ces mêmes organes directeurs.

- I b) 1. Nom de l'Institution : MULPOC de Lusaka
2. Adresse du Siège : MULPOC de la CEA, P.O.Box 647, Lusaka (Zambie)
3. a) Date de création : Novembre 1977
b) Résolutions portant création de l'Institution : Résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA.
4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Est et Afrique australe
5. Etats membres participants (au mois de janvier 1981) : Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Madagascar, Maurice, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.
6. Objectifs : Promouvoir la coopération économique entre les Etats membres en vue de créer, à l'échelon sous-régional, un marché commun ou une union douanière, ce qui constituera une étape vers l'intégration économique de la région.
7. Organes : Le MULPOC est doté des organes suivants :
a) Comité d'experts, représentant les Etats membres;
b) Conseil des ministres, représentant les Etats membres.
8. Activités principales : Les principales activités du programme sont les suivantes :
i) Création d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
ii) Développement rural intégré;
iii) Action zoosanitaire au Mozambique et en Zambie;
iv) Conférence plurinationale sur les maladies des animaux et l'amélioration de la production animale;
v) La main-d'oeuvre migrante en Afrique australe;
vi) Conversion de certains instituts supérieurs nationaux en institutions plurinationales.

9. Budget pour 1980-1981 :

- a) Total du budget ordinaire : 650 120 dollars des E.-U.
 - Contributions des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contributions d'autres organisations 150 120 dollars des E.-U.
- b) Total du budget d'investissement :
 - Contribution des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contribution d'organisations diverses Chiffre non disponible

10. Réalisations :

Les principales réalisations à l'actif du MULPOC de Lusaka sont les suivantes :

- i) Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe : une réunion des ministres du commerce, des finances et de la planification, ainsi que sept réunions d'experts se sont tenues à ce sujet. La huitième réunion d'experts, qui sera suivie par une deuxième réunion extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification, est prévue à Maseru (Lesotho) du 12 au 22 janvier 1981.
- ii) La main-d'oeuvre migrante en Afrique australe : création de la Southern Africa Labour Commission, composée des ministres du travail du Botswana, du Lesotho, du Swaziland, du Mozambique et du Zimbabwe. Le Malawi et la Zambie et les mouvements de libération y ont envoyé des observateurs.
- iii) Conversion de certains instituts nationaux de hautes études ou d'instituts de formation spécialisée en instituts plurinationaux; ainsi, l'East African management Institute à Arusha a été transformée en institution sous-régionale.
- iv) Conférence sur les maladies des animaux : une Conférence sous-régionale sur une action zoosanitaire commune et l'éradication à plus ou moins long terme des maladies animales et l'amélioration de la production animale s'est tenue à Gaberones (Botswana) en septembre 1978.

I c) 1. Nom de l'Institution : MULPOC de la CEA à Yaoundé

2. Adresse du Siège : MULPOC de la CEA, B.P. 336, Yaoundé (République-Unie du Cameroun)

3. a) Date de création : mars 1978
b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA,
4. Zone géographique desservie : Afrique centrale (zone I)
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : République centrafricaine, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et-Principe, République Unie du Cameroun et Tchad.
6. Objectifs : Promouvoir la coopération économique entre les Etats membres en vue de créer, à l'échelon sous-régional, un marché commun ou une union douanière, ce qui constituera une étape vers l'intégration économique de la région.
7. Organes : Le MULPOC est doté des organes suivants :
 - a) Comité d'experts, représentant les Etats membres;
 - b) Un conseil des ministres représentant les Etats membres.
8. Activités principales : Les principales activités du programme du MULPOC de Yaoundé se répartissent entre les secteurs suivants :
 - i) Transport : -- Etudes de préféabilité concernant l'axe primaire et des routes de raccordement de la route transafricaine Mombasa-Lagos;
-- Assistance aux Etats membres pour mettre sur pied un Comité central africain des transports et instituer l'Autorité de la route transafricaine Mombasa-Lagos;
 - ii) Agriculture : -- Mise en place d'un réseau d'instituts de recherches agronomiques et élaboration d'un programme commun de recherches agronomiques en Afrique centrale;
 - iii) Commerce : -- Promouvoir les échanges entre les pays d'Afrique centrale. Aider à mettre au point un mécanisme d'encouragement des échanges entre les Etats côtiers et ceux de l'intérieur des terres, et fonder une institution africaine plurinationale d'importation et d'exportation;
 - iv) Coopération : -- Donner un cadre à la coopération entre d'une part les membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale et les autres pays et d'autre part entre le Secrétariat de l'Union et celui du MULPOC de la CEA.

9. Budget pour 1980-1981

- a) Total du budget ordinaire : 350 000 dollars des E.-U.
 - Contributions des Etats membres
 - Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible
- b) Total du budget d'investissement :
 - Contributions des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contribution d'organisations diverses Chiffre non disponible

10. Réalisations :

Le bilan des activités du MULPOC de Yaoundé, depuis sa création, se présente comme suit :

Le projet concernant les transports a été mené à bien, tandis que la coopération agricole, commerciale et économique suit son cours.

Le secrétariat de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale a conclu avec le MULPOC de la CEA un accord de coopération, qui a été approuvé par les ministres de l'Union et sera soumis à l'approbation des chefs d'Etat avant décembre 1980.

- I d) 1. Nom de l'Institution : MULPOC de la CEA à Gisenyi
2. Adresse du Siège : MULPOC de la CEA, B.P. 170, Gisenyi (Rwanda)
3. a) Date de création : Octobre 1977
- b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA.
4. Zone géographique desservie : Communauté des pays des Grands Lacs
5. Etats membres participants (au mois de janvier 1981) : Burundi, Rwanda, et Zaïre.
6. Objectifs : Promouvoir la coopération économique entre les Etats membres en vue de créer, à l'échelon sous-régional, un marché commun ou une union douanière, ce qui constituera une étape vers l'intégration économique régionale.
7. Organes : Le MULPOC est doté des organes suivants :
- a) Comité d'experts, représentant les Etats membres;
 - b) Conseil des ministres, représentant les Etats membres.

8. Activités principales : Les principales activités programmées par le MULPOC de Gisenyi sont les suivantes :

- i) Etude d'un dispositif d'harmonisation des politiques industrielles des Etats membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL); il s'agit essentiellement des projets industriels suivants :
 - a) Etude sur l'exploitation et utilisation du méthane et de la tourbe des pays du CEPGL;
 - b) Organisation des transports sur les lacs Kivu, Tanganyika et Victoria;
 - c) Collaboration des lignes aériennes nationales en vue de coordonner les transports aériens;
 - d) Création d'une usine de transformation du poisson;
 - e) Fabrication de contre-plaqué;
 - f) Interconnexion de câbles électriques.
- ii) Harmonisation des réglementations douanières, des arrangements de paiement et des codes d'investissement des pays de la CEPGL;
- iii) Coopération dans le domaine de la recherche agronomique;
- iv) Intégration des femmes au développement.

9. Budget pour 1980-1981

- | | |
|---|---------------------------|
| a) Total du budget ordinaire : | 259 500 dollars des E.-U. |
| - Contribution des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contribution d'organisations diverses | 9 500 dollars des E.-U. |
| b) Total du budget d'investissement : | |
| - Contributions des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contributions d'autres organisations | Chiffre non disponible |

10. Réalisations :

Il faut citer notamment : Le rapport sur le dispositif d'harmonisation des politiques industrielles, les études, menées actuellement par des consultants et par la Division mixte CEA/ONUDI, sur les projets susmentionnés (a - f); le rapport sur l'harmonisation des réglementations douanières, des arrangements de paiement et des codes d'investissement; la collaboration des chercheurs en agronomie et le projet d'intégration des femmes au développement, qui progressent également; la signature d'un accord de coopération entre le secrétariat de la CEPGL et le MULPOC de la CEA.

- I e) 1. Nom de l'Institution : MULPOC de la CEA à Niamey
2. Adresse du Siège : MULPOC de la CEA, B.P. 744, Niamey (Niger)
3. a) Date de création : Juin 1978
- b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA.
4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Ouest
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Togo, Sénégal et Sierra Leone.
6. Objectifs : Promouvoir la coopération économique entre les Etats membres en vue de créer, à l'échelon sous-régional, un marché commun ou une union douanière, ce qui constituera une étape vers l'intégration économique de la région.
7. Organes : Le MULPOC est doté des organes suivants :
- a) Comité d'experts, représentant les Etats membres;
- b) Conseil des ministres, représentant les Etats membres.
8. Activités principales : Les principales activités du programme du MULPOC de Niamey sont les suivantes :
- i) Etablissement d'un répertoire de toutes les organisations intergouvernementales d'Afrique de l'Ouest, afin de cerner les domaines éventuels de coopération entre deux ou plusieurs organisations;
- ii) Elaboration de programmes de formation pour les organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest, après évaluation de leurs besoins en ce domaine;
- iii) Publication d'un bulletin périodique consacré aux principales activités et aux programmes des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest;
- iv) Coordination des activités relatives à l'intégration des femmes au développement;
- v) Assistance à la CEDEAO pour l'harmonisation de réglementations douanières entre la CEA, la CEDEAO et l'Union du fleuve Mano.

9. Budget pour 1980-1981

- a) Total du budget ordinaire : 409 090 dollars des E.-U.
 - Contributions des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contributions d'autres organisations 9 500 dollars des E.-U.
- b) Total du budget d'investissement : Chiffre non disponible
 - Contributions des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

10. Réalisations :

Les principales réalisations du MULPOC de Niamey sont les suivantes :

- Une première édition du répertoire des organisations intergouvernementales, qui sera soumise à la réunion ministérielle du MULPOC en février 1981.
- La première partie de l'étude sur les besoins en matière de formation - la seconde partie étant en cours de rédaction.
- Le numéro zéro du bulletin, qui sera soumis au Conseil des ministres du MULPOC en février 1981.
- Un premier rapport sur l'harmonisation des réglementations douanières entre la CEAO, la CEDEAO et l'Union du fleuve Mano.
- La mise en oeuvre du plan de travail concernant l'intégration des femmes au développement.
- Par ailleurs, avec le concours du MULPOC, les organisations intergouvernementales d'Afrique de l'Ouest ont désormais fixé le nombre des consultations annuelles de leurs experts et de leurs chefs de service.

- I. f) 1. Nom de l'Institution : Institut pour le développement économique et la planification (IDEP)
2. Adresse du Siège : B.P. 3186, Dakar (Sénégal)
3. a) Date de création : Février 1964
- b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 58 (IV) du 1er mars 1962.
4. Zone géographique desservie : L'Institut couvre tous les Etats africains membres de la CEA et de l'OUA.
5. Etats membres participants :

6. Objectifs : Former des experts et des cadres spécialistes de la planification et du développement économique, et mener, à l'appui, des recherches sur le développement économique et social.

7. Organes : L'Institut est doté des organes suivants :

- a) Conseil académique consultatif;
- b) Le Conseil d'administration.

8. Activités principales :

i) Programmes de formation. L'Institut offre trois grandes options :

- Un cours de 9 mois sur la planification et le développement économiques;
- Un cours spécialisé de trois mois; et
- Des programmes semestriels de recherche.

ii) Recherche et services consultatifs : L'Institut fait des recherches sur le matériel pédagogique tant pour l'enseignement qu'il dispense que pour le compte d'autres institutions de la région s'occupant de recherche et d'économie. Il peut offrir quelques services consultatifs en planification économique aux pays africains qui en font la demande.

9. Budget pour 1980-1981 : Chiffre non disponible.

Catégorie II. Institutions parrainées par la CEA

Répartition par secteur

II. A. Agriculture

II. B. Finance et banque

II. C. Industrie

II. D. Ressources naturelles

II. E. Développement social

II. F. Statistiques

II. G. Technologie

II. H. Commerce international

II. I. Transports et communications

II. J. Formation

II.B. i) 1. Nom : Centre africain d'études monétaires

2. Adresse du Siège : 15 Boulevard Fr. Roosevelt, B.P. 1791, Dakar
(Sénégal)

3. a) Date de création : 1er janvier 1978

b) Résolutions portant création de l'Institution :

4. Zone géographique desservie : Zone où opèrent les banques centrales africaines ou des institutions financières analogues de pays africains indépendants, membres de l'Association des banques centrales africaines.

5. Etats membres participants, par l'intermédiaire des banques centrales suivantes (au 1er janvier 1981) : Algérie, Botswana, Burundi, Central Bank of Egypt, the National Bank of Ethiopia, the Central bank of the Gambia, the Bank of Ghana, la banque centrale de Guinée, the Central bank of Kenya, the national Bank of Liberia, the Bank of Libya, Banque centrale de la République malagache, Banque centrale de la République du Mali, Banque du Maroc, Banque centrale de Mauritanie, Reserve Bank of Malawi, the Bank of Mauritius, the Central Bank of Nigeria, la Banque centrale de Guinée-Bissau, la Banque des Etats de l'Afrique centrale, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Banque nationale du Rwanda, the Bank of Sierra Leone, the Central Bank of Somalia, the Bank of Sudan, the Monetary Authority of Swaziland, the Bank of Tanzania, Banque centrale de Tunisie, the Bank of Uganda, Banque du Zaïre et the Bank of Zambia.

6. Objectifs : Faciliter le développement économique de l'Afrique, par l'approfondissement et l'articulation logique des problèmes bancaires et monétaires
7. Organes :
 - L'Assemblée des gouverneurs de l'Association des banques centrales africaines.
 - Conseil d'administration, composé de deux représentants de chacun des comités sous-régionaux de l'Association des banques centrales africaines ainsi qu'un représentant, sans droit de vote, du pays où se trouve le siège du Centre. Le Conseil élit un de ses membres pour assurer à tour de rôle la présidence.
8. Principales activités : Le Centre est essentiellement un institut de recherche. Ses travaux se sont organisés en 1980 autour du colloque sur "les politiques et les théories monétaires en Afrique". En outre, le Centre a plusieurs projets de recherche sur des questions monétaires, il participe à des conférences internationales du domaine monétaire et bancaire, et s'efforce de mettre en oeuvre le programme d'échanges interbancaires.
9. Budget pour 1980-1981
 - a) Total du budget ordinaire : 464 751,50 dollars Contribution versée des E.-U. pour 1980-1981 (en décembre 1979)
 - Contributions des Etats membres Montant non ventilé
 - Contributions d'autres organisations Montant non ventilé
 - b) Total du budget d'investissement : 2 180 329 dollars Contribution totale (y compris les versements pour 1980-1981 en décembre 1979)
 - Contributions des Etats membres Montant non ventilé
 - Contributions d'autres organisations Montant non ventilé

10. Réalisations :

Depuis ses débuts en 1978, le Centre s'est employé essentiellement à publier des travaux de recherche, à planifier puis à mettre en oeuvre son programme de formation et à participer à des conférences et séminaires.

L'événement marquant au début de 1980 a été le premier colloque sur les théories et politiques monétaires en Afrique qui a trouvé une large audience auprès d'institutions financières, bancaires, économiques et universitaires du monde entier. Le Centre a terminé deux études sur "les conséquences du système monétaire européen pour les pays africains" et "l'harmonisation des pratiques et réglementations relatives au contrôle des changes dans la sous-région d'Afrique de l'Est". Le Centre publie toujours chaque mois "Financial News" où l'on peut suivre l'actualité monétaire et bancaire qui présente un intérêt pour les pays africains. Le programme interbancaire d'investissement du Centre veut promouvoir les échanges de personnel entre les banques centrales.

- II.B.ii) 1. Nom : Banque africaine de développement (BAD)
2. Adresse du Siège : P.O. Box 1387, Abidjan (Côte d'Ivoire)
3. a) Date de création : L'Accord a été signé le 4 août 1963 et a pris effet le 10 septembre 1964;
- b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 27 (III) de février 1961 et 52 (IV) du 1er mars 1962, de la Commission.
4. Région desservie : Tous les pays africains indépendants
5. Etats membres participants (au premier janvier 1981) : Angola, Algérie, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Sierra Leone, République centrafricaine, Comores, Congo, Djibouti, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gabon, Somalie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Kenya, Lesotho, Soudan, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Swaziland, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Haute-Volta, Maroc, Mozambique, Zimbabwe, Zambie et Zaïre.
6. Objectifs : Contribuer au développement économique et social des pays membres, pris individuellement ou collectivement, en encourageant les investissements publics et privés en Afrique.
7. Organes :
- Le Conseil des gouverneurs, qui sont, comme leurs suppléants, nommés par chaque Etat membre,
 - Le Conseil d'administration, composé de neuf administrateurs et de leurs suppléants élus par le Conseil des gouverneurs,
 - La Direction est formée du Président, élu par le Conseil d'administration, et d'au moins un Vice-Président élu par ce Conseil sur la recommandation du Président.

8. Principales activités : La priorité est donnée aux projets sous-régionaux et multinationaux des secteurs de l'agriculture, des transports, de l'industrie et des services publics.

9. Budget pour 1980-1981 :

Capital social

Au 31 décembre 1979

	1979	1978
	U.C.	U.C.
Capital autorisé	1 220 000 000	800 000 000
Capital souscrit	1 200 920 000	790 460 000
Capital versé	300 230 000	300 230 000
Capital appelé	290 092 150	279 415 600

Notes : Taux de conversion

1 UC = 1DTS = 1,31733 dollars des E.-U. en 1979

1 UC = 1DTS = 1,30279 dollars des E.-U. en 1978

Le capital autorisé de la Banque se décompose en 122 000 actions, chacune ayant une valeur nominale de 10 000 UC. Tous les apports au stock de capital sont le fait des gouvernements africains.

10. Réalizations : La BAD est devenue un important bailleur de fonds pour les projets nationaux ou multinationaux en Afrique. Au cours des années 70, le montant des prêts octroyés a doublé, puis triplé, comparé aux années précédentes. En 1974, la Banque a institué le Fonds africain de développement, et en 1976, le Fonds nigérian d'affectation spéciale.

II.B.iii) 1. Nom : Association des banques centrales africaines

2. Adresse du Siège : c/o Centre africain d'études monétaires, 15 Bd. Fr. Roosevelt, B.P. 1791, Dakar (Sénégal).

3. a) Date de création : Les statuts de l'Association ont été adoptés à Accra (Ghana), le 13 août 1968 et sont entrés en vigueur le 17 décembre 1968.

- b) Résolutions portant création de l'Institution : Résolution 95 (IV) de la Commission. La recommandation visant à créer une association des banques centrales africaines a été adoptée lors d'une conférence des gouverneurs des banques centrales africaines, organisée par la CEA en 1966.

4. Région desservie : Zone où opèrent les banques centrales de tous les pays africains indépendants.

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Banque centrale d'Algérie, banque centrale du Botswana, Banque de la République du Burundi, The Central Bank of Egypt, The National Bank of Ethiopia, the Central Bank of the Gambia, the Bank of Ghana, la banque centrale de Guinée, banque centrale du Kenya, the National Bank of Liberia, the Bank of Libya, Banque centrale de la République malgache, Banque centrale de la République du Mali, Banque centrale de Mauritanie, Banque du Maroc, the Bank of Mauritius, the Central Bank of Nigeria, Banque nationale du Rwanda, the Bank of Sierra Leone, the Central Bank of Somalia, the Bank of Sudan, the Monetary Authority of Swaziland, the Bank of Tanzania, the Bank of Uganda, Banque du Zaïre, the Bank of Zambia, la Banque centrale de Guinée-Bissau, the Reserve Bank of Malawi, la Banque des Etats de l'Afrique centrale et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

6. Objectifs : Encourager la coopération en ce qui concerne les questions monétaires et financières de la région Afrique.

7. Organes :

- Le Conseil des gouverneurs, composé des gouverneurs ou des présidents des banques centrales ou bien des directeurs des institutions monétaires analogues qui sont membres de l'Association.

- Le Comité exécutif composé du président et du vice-président de l'Association ainsi que des présidents des comités sous-régionaux.

- Les comités sous-régionaux, dont chacun rassemble les gouverneurs, les présidents ou les directeurs des institutions membres de l'Association dans la sous-région.

8. Principales activités : Le programme de travail prévoit une recherche permanente, un travail de formation et des séminaires ainsi qu'une assistance technique et des services consultatifs qui sont offerts aux Etats membres, concernant les problèmes bancaires et financiers.

Le capital de la BAD s'élève actuellement à 1 220 000 000 unités de compte. Toutefois le Conseil d'administration a recommandé de porter le capital à 5 250 000 000 en l'ouvrant à certains pays extra-régionaux industrialisés et exportateurs de pétrole, après ratification par la majorité des Etats membres africains.

9. Budget pour 1980-1981

- a) Total du budget ordinaire : (en dollars des E.-U.)
Non disponible
- Contributions des Etats membres Non disponible
 - Contributions d'autres organisations Non disponible
- b) Total du budget d'investissement : (en dollars des E.-U.)
- Contributions des Etats membres Non disponible
 - Contributions d'autres organisations Non disponible

10. Réalisation : L'Association s'est donné comme organe directeur le Centre africain d'études monétaires.

II.C. i) 1. Nom : Centre régional africain de conception et de fabrication techniques

2. Adresse du Siège : PMB 19, UI Post Office, Ibadan (Nigéria)

3. a) Date de création : 5 avril 1979

b) Résolution portant création du Centre : Résolution 1 (IV) de la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie.

4. Région desservie : Tous les Etats africains

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Egypte, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Maroc, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo, Tanzanie, Haute-Volta, Zaïre et Zambie.

6. Objectifs :

- Concevoir les machines et les équipements des secteurs prioritaires du développement économique des Etats membres;
- Construire des prototypes ou un nombre limité de machines et d'appareils qui seront montés au Centre;
- Mettre au point les machines et l'équipement conçus pour effectuer des tâches précises ou les adapter à cette fin, en tenant compte de leurs conditions d'utilisation chez les Etats membres;
- Aider les Etats membres à créer ou développer, à l'échelon national, des institutions ou des équipes capables de concevoir et d'adapter les machines et l'outillage de certaines branches industrielles;

- Aider les Etats membres à créer ou développer des ateliers de mécanique, des fonderies et des forges pour produire les pièces et les éléments de machines nécessaires au développement industriel;
- Aider les Etats membres à fabriquer les prototypes des machines et de l'outillage adaptés aux besoins et aux normes techniques locales, ou bien se charger de cette fabrication pour le compte des pays;
- Aider au perfectionnement du personnel technique travaillant dans des instituts africains de conception ou de fabrication de machines et de pièces;
- Organiser et approvisionner une banque de données - installée dans le Centre - concernant la construction et la fabrication mécaniques dans diverses branches industrielles, qui présentent un intérêt économique pour les Etats membres;
- Aider à définir les normes et les spécifications techniques des machines dans la région d'Afrique; informer les Etats membres des activités du Centre et leur signaler les progrès technologiques de la conception et de la fabrication qui pourraient intéresser les institutions et organismes nationaux compétents.

7. Organes :

- a) Le Conseil, qui a pour membres les ministres ou les hauts commissaires de l'industrie des gouvernements de tous les pays membres; de droit, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ou son représentant, sans droit de vote; de droit, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ou son représentant, sans droit de vote; de droit, le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine ou son représentant, sans droit de vote; et, de droit également, le Directeur exécutif du Centre, sans droit de vote. Il appartient au Conseil de formuler des politiques et des orientations générales, en s'inspirant des objectifs du Centre.
- b) Le Conseil exécutif, qui a pour membres :
 - de droit, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui préside le Conseil exécutif;
 - des élus du Conseil, représentant un tiers des Etats membres;
 - de droit, un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, sans droit de vote;
 - de droit, un représentant de l'Organisation de l'unité africaine, sans droit de vote;
 - de droit, le Directeur exécutif du Centre sans droit de vote.
- c) La Direction administrative et d'éventuels organes auxiliaires qui devront être conformes aux dispositions statutaires. La Direction administrative se compose du Directeur exécutif, du Chef du Centre ainsi que des chefs de département du Centre.

8. Principales activités :

- a) Etudier, chez les Etats membres, les institutions, les organismes et les sociétés s'occupant actuellement de la conception et/ou de la fabrication techniques;
- b) Choisir à partir de cette étude certains types de machines et d'équipement qui seront adaptés, conçus et mis au point dans les domaines de spécialisation du Centre - c'est-à-dire les machines agricoles, les véhicules et le matériel de transport, les machines utilisées dans le bâtiment et les travaux publics ainsi que le matériel de manutention;
- c) Elaboration de programmes et de cours de formation destinés aux ingénieurs-conseils et aux dessinateurs industriels, y compris certains cours dispensés à l'échelon national;
- d) Etude de modèles de machines et analyse des normes applicables au matériel de certaines branches de l'industrie et des transports en vue de proposer des normes techniques régionales, avec le concours de l'ORAN et des organismes nationaux de normalisation;
- e) Aide aux institutions nationales et aux ateliers spécialisés dans la production de pièces de rechange pour les machines et le matériel mécanique;
- f) Service d'information sur les problèmes et les techniques de la conception industrielle auprès des instituts nationaux de conception ou de fabrication d'outils et des machines.

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire :	(en dollars des E.-U.)
	2 089 760
- Contributions des Etats membres	1 773 960
- Contributions d'autres organisations	315 800
b) Total du budget d'investissement :	
- Contributions des Etats membres	11 730 000
- Contributions d'autres organisations	-

10. Réalisations :

Depuis la réunion des plénipotentiaires le 4 avril 1979, où le Centre a été officiellement créé et ses statuts signés, il s'est occupé principalement de recruter du personnel technique et administratif, de mobiliser des ressources financières et d'effectuer les travaux préparatoires à la mise en place de l'infrastructure matérielle du Centre (bâtiments). Une parcelle de près de 200 hectares a été choisie sur le site de l'ARCEDEM. Le Centre étant en cours de construction, il faudra compter un certain délai avant que ses objectifs ne se matérialisent et que le Centre puisse accomplir sa mission.

- II.D. i) 1. Nom : Centre de mise en valeur des ressources minérales d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (anciennement : Centre de développement des ressources minérales d'Afrique de l'Est).
2. Siège et adresse : P.O. Box 1250, Dodoma (République-Unie de Tanzanie).
3. a) Date de création : 14 septembre 1977
b) Résolutions portant création de l'Institution : Résolutions 205 (IX), 238 (XI), 261 (XII), 297 (XIII) de la Commission.
4. Région desservie : Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Conores, Ethiopie, Mozambique, Tanzanie et Ouganda. (Le Kenya et la Zambie n'étant pas officiellement membres signataires).
6. Objectifs : Services consultatifs : services spécialisés d'exécution et de laboratoire, planification et l'exécution des projets de mise en valeur des ressources minérales, formation en cours d'emploi et cycles courts d'études pratiques; diffusion de données et encouragement de la coopération entre les pays.
7. Organes : Le Centre est doté des organes suivants :
- Conseil d'administration où siègent tous les membres;
- Bureau exécutif du Conseil d'administration, composé de 4 membres (non statutaires);
- Comité consultatif technique, comptant 6 à 12 membres.
Le Secrétaire exécutif de la CEA est, de droit, membre du Conseil d'administration et de son Bureau exécutif. Un représentant de la CEA est, de droit, membre du Comité consultatif technique.
8. Principales activités :
Les principales activités inscrites au programme du Centre et entreprises lors de la première phase opérationnelle (mi-1980-1982) sont les suivantes :
i) Services consultatifs, à la demande, en ce qui concerne la prospection, la mise en valeur et l'exploitation des ressources minérales - y compris les hydrocarbures, les eaux souterraines, et la géothermie - et le renforcement des organismes nationaux opérant en ce domaine.

Plus précisément, on peut citer :

- l'évaluation des gisements d'or en Ethiopie et en Tanzanie;
 - l'évaluation des perspectives dans le sud-ouest de l'Ouganda pour le cuivre, l'or, le tungstène, le tantale, le nodium et le Sn;
 - le matériel de construction en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie;
 - le potentiel géothermique aux Comores, en Ouganda et en Tanzanie;
 - le potentiel des hydrocarbures en Tanzanie, au Mozambique et aux Comores;
 - une enquête hydrogéologique aux Comores et en Zanzibar.
- ii) Saisie et stockage systématiques des données relatives aux activités géologiques et minières entreprises dans la sous-région et diffusion appropriée de cette information;
- iii) Services dans le domaine de la réparation et de l'entretien du matériel de laboratoire et du matériel destiné aux études sur le terrain;
- iv) Promotion de la coopération technique, entre les pays participants de la sous-région, en matière de transfert de technologie et d'échange de données dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales;
- v) Organisation d'ateliers, de stages de brève durée et de programmes de formation à l'étranger à l'intention des personnels techniques nationaux de la sous-région.

9. Budget pour 1980-1981 :

(en dollars des E.-U.)

a) Total du budget ordinaire :	1 584 500
- Contributions des Etats membres	354 000
- Contributions d'autres organisations	668 000 (PNUD)
	130 000 Fonds d'afec.
	292 000 sp. des NU pour le dév. africain
b) Total du budget d'investissement :	261 000
- Contributions des Etats membres	65 000
- Contributions d'autres organisations	196 000 (autres donateurs)

10. Réalisations :

Le Directeur du Centre a été nommé en juin 1978 et le Conseiller technique en chef a pris ses fonctions en avril 1979. A eux deux, et avec l'aide d'un effectif réduit en personnel de soutien recruté sur place, ils constituaient le personnel du Centre en poste à Dodoma en vue de l'exécution de la phase préliminaire du projet qui a pris fin en juillet 1980.

Les principales activités entreprises par le Centre, en étroite coopération avec la CEA, pendant la phase préliminaire, ont consisté à meubler les locaux provisoires fournis par le Gouvernement du pays d'accueil à Dodoma (sept bureaux et une salle de cours), à prendre les dispositions nécessaires auprès du Gouvernement du pays d'accueil à Dodoma en vue d'assurer le logement du personnel que le Centre compte recruter pendant la deuxième phase du projet qui a commencé en avril 1980, à actualiser et à élaborer la documentation relative à la construction des laboratoires, au matériel, au programme de travail, à l'aide du PNUD, au personnel, au budget du Centre, etc., à encourager les pays de la sous-région à accorder leur appui au Centre, à mobiliser des ressources de bailleurs de fonds, à organiser des réunions de bailleurs de fonds (mai 1979) et du Conseil d'administration (août 1979).

Le Centre a officiellement entrepris les activités liées à la phase opérationnelle I en juillet 1980. Outre le Directeur général du Centre et le Conseiller technique en chef (du PNUD), trois autres experts offerts par le PNUD, deux experts de la sous-région, un expert offert par un autre bailleur de fonds et un expert détaché de la CEA sont déjà entrés en fonction à Dodoma.

Une bibliothèque doublée d'un service de documentation est en voie de création. Des services consultatifs ont été fournis au gouvernement de l'Ouganda en vue de la création d'une société minière d'Etat; au dernier trimestre de 1980, le Centre a entrepris la collecte et le collationnement de diverses données en vue de l'établissement de cartes sous-régionales. Les plans d'architecte et le projet d'exécution de l'édifice et des locaux permanents du Centre sont en préparation et devraient être prêts au 31 décembre 1980.

- II.D. ii) 1. Nom : Association africaine de cartographie
2. Adresse du Siège : B.P. 69 Hussein-Bey, Alger (Algérie)
3. a) Date de création : 1975

b) Résolutions portant création de l'Association : La quatrième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (1972).

4. Zone géographique desservie : Toute l'Afrique.

5. Etats membres participants : Renseignements non disponibles.

6. Objectifs : Coordonner les activités de cartographie professionnelle en Afrique et encourager le développement de la cartographie dans les Etats membres, notamment en fournissant des services de consultance en cartographie aux membres de l'AAC.

7. Organes : Le Conseil et un Comité exécutif de cinq membres avec des représentants des sous-régions.

8. Principales activités :

9. Budget pour 1980-1981 :

- | | |
|--|------------------------|
| a) Total du budget ordinaire : | (en dollars des E.-U.) |
| - Contributions des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contributions d'autres organisations | Chiffre non disponible |
| b) Total du budget d'investissement : | Chiffre non disponible |
| - Contributions des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contribution d'autres organisations | Chiffre non disponible |

10. Réalisations :

- i) Organisation des réunions du Conseil et du Comité exécutif;
- ii) Sessions techniques;
- iii) Etude en cours sur les établissements assurant une formation en cartographie dans les pays membres;
- iv) Participation aux conférences internationales spécialisées; création d'un centre de formation aux disciplines cartographiques au Congo (en cours).

II.D. iii) 1. Nom de l'Institution : Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN).

2. Adresse du Siège : L'emplacement du siège fait encore l'objet de négociations.

3. a) Date de création : 11 janvier 1977
- b) Résolution concernant l'Institution : 315 (XIII)
4. Zone géographique desservie : Toute l'Afrique (50 pays)
5. Etats membres participants, (au premier janvier 1981) : Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Maurice, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie et Zambie.
6. Objectifs :
 - a) Encourager les activités de normalisation en Afrique;
 - b) Mettre au point des normes régionales africaines;
 - c) Encourager le développement socio-économique de l'Afrique grâce aux activités de normalisation;
 - d) Harmoniser les vues des Etats membres et assurer leur participation aux travaux de normalisation internationaux.
7. Organes :
 - i) L'Assemblée générale de l'ORAN, constituée par les Etats membres de l'Organisation;
 - ii) Le Conseil de l'ORAN formé par le Président, le Vice-Président, le trésorier et six Etats membres élus;
 - iii) Le secrétariat général, dirigé par le Secrétaire général;
 - iv) Des comités techniques chargés de l'élaboration des normes régionales africaines, qui sont composés de représentants des Etats membres souhaitant participer aux travaux des comités techniques de l'ORAN.
8. Principales activités :
 - i) Elaboration et publication de normes régionales africaines;
 - ii) Activités de contrôle de la qualité;
 - iii) Opérations relatives aux marques d'homologation;
 - iv) Métrologie;
 - v) Essais et recherche appliquée en vue de l'amélioration de la qualité;
 - vi) Services d'information technique en normalisation et activités connexes;

- vii) Assistance aux Etats membres et services de consultance en normalisation;
- viii) Programmes de formation en normalisation et questions connexes;
- ix) Participation aux activités de normalisation internationales.

9. Budget pour 1980-1981 : (exercice biennal)

(en dollars des E.-U.)

a) Total du budget ordinaire :	431 500
- Contributions des Etats membres	431 500
b) Total du budget d'investissement	278 400
- Contributions des Etats membres	81 500
- Contributions d'autres organisations	196 900

10. Réalisations :

- a) Le Secrétariat général est maintenant opérationnel et dirige ses activités depuis son siège temporaire établi à la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) en attendant que l'accord de siège de l'ORAN soit conclu avec le Gouvernement du pays d'accueil;
- b) Les règles et procédures administratives et techniques nécessaires au déroulement des activités de l'ORAN ont été rédigées et approuvées;
- c) Le programme de travail et l'ordre de priorité à moyen terme de l'ORAN ont été établis et approuvés;
- d) L'ORAN a mené à bien les activités préparatoires en vue de la création des comités techniques chargés de l'élaboration des normes régionales africaines dans huit grands domaines de travail prioritaires;
- e) A l'occasion de plusieurs réunions d'experts et de conférences ministérielles organisées sous l'égide de la CEA, de l'OUA et d'autres organisations, l'ORAN a souligné que la normalisation était une activité économique essentielle et, de ce fait, les activités de l'ORAN dans le sens de la promotion du commerce intra-africain, du développement et de l'intégration socio-économiques de l'Afrique apparaissent dans le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique;
- f) Des informations sur les activités de normalisation des Etats membres ont été rassemblées et réunies pour publication dans un fascicule largement diffusé à tous les utilisateurs intéressés;
- g) Des relations et des contacts de travail ont été établis avec les organismes donateurs et les autres institutions internationales qui s'intéressent à la normalisation.

- II.D. iv) 1. Nom de l'Institution : Centre régional de télédétection de Ouagadougou
2. Adresse du Siège : B.P. 1172, Ouagadougou (Haute-Volta)
3. a) Date de création : 1976
- b) Résolution portant création de l'Institution : 280 (XII)
4. Zone géographique desservie : Sous-région Afrique de l'Ouest et Afrique du Nord.
5. Etats membres participants : Bénin, Côte d'Ivoire, Cameroun, Guinée, Ghana, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal et Sierra Leone.
6. Objectifs : Réception, traitement et mise en archives de données émises par satellite. Formation et assistance aux utilisateurs.
7. Organe de l'Institution : Comité de gestion sous-régional.
8. Principales activités : Cours de formation.
9. Budget pour 1980-1981 : (en dollars des E.-U.)
- | | |
|--|------------------------|
| a) Total du budget ordinaire : | 1 377 190 |
| - Contributions des Etats membres | 539 530 |
| - Contributions d'autres organisations | 837 630 |
| b) Total du budget d'investissement | |
| - Contributions des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contributions d'autres organisations | Chiffre non disponible |

- II.D. v) 1. Nom de l'Institution : Conseil africain de télédétection
2. Adresse du Siège : Bamako (Mali)
3. a) Date de création : Octobre 1979
- b) Résolution portant création de l'Institution : 280 (XII)
4. Zone géographique desservie : Pays africains membres de l'OUA.

5. Etats membres participants : Bénin, Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Mali, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone, Soudan et Zaïre.

6. Objectifs : Harmoniser les politiques des Etats membres dans le domaine de la télédétection. Favoriser l'emploi de la télédétection pour l'exploitation des ressources naturelles en Afrique et développer la coopération entre les Etats membres.

7. Organes : Le Conseil africain de télédétection comprend les organes subsidiaires suivants :

- i) Le Conseil d'administration, composé de huit membres élus par la Conférence des plénipotentiaires;
- ii) Le Comité consultatif technique qui comprend :
 - un représentant de chaque Etat membre du Conseil,
 - un représentant de chaque Centre régional,
 - un représentant de la CEA,
 - un représentant de chaque pays ou organisation coopérant.
- iii) Le secrétariat du Conseil;
- iv) Les comités de gestions régionaux.

8. Principales activités :

9. Budget pour 1980-1981 :

(en dollars des E.-U.)

a) Total du budget ordinaire 231 420

Contributions des Etats membres 231 420

- Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

b) Total du budget d'investissement :

- Contributions des Etats membres Chiffre non disponible

- Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

10. Réalisations :

II.D. vi) 1. Nom de l'Institution : Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes.

2. Adresse du Siège : P.O. Box 18118, Nairobi (Kenya)

3. a) Date de création : Mars 1975
- b) Résolution portant création de l'Institution : 164 (VIII)
4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Est et Afrique australe.
5. Etats membres participants : Comores, Kenya, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Somalie, (Swaziland) et Zambie.
6. Objectifs : Fournir des services dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection lorsque ceux-ci seraient trop importants ou trop coûteux pour un seul Etat.
7. Organes :
 - a) Le Centre est doté d'un conseil d'administration comprenant un membre pour chaque pays participant. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique en est le Président et le Directeur général en est membre de droit et y exerce les fonctions de Secrétaire.
 - b) Le Comité consultatif technique est composé des directeurs des institutions responsables des levés dans les Etats membres participants, du Directeur général du Centre et des directeurs des divers départements techniques.
8. Principales activités : Le Centre dispose d'un atelier bien équipé pour assurer l'entretien, la réparation et l'étalonnage des matériels de levés optiques, mécaniques et électroniques, du matériel de photogrammétrie et des calculatrices électroniques. En outre, le Centre est équipé pour réparer le matériel photographique de laboratoire et les machines imprimantes pour la cartographie.

Le Centre dirige des stages de formation en cours d'emploi pour les techniciens nationaux chargés de la réparation des matériels de levés. Il dirige les travaux de réparation sur site des instruments dans les territoires des Etats membres participants. Grâce à son installation de télédétection, le Centre organise des cours et des ateliers consacrés à l'application des techniques de télédétection aux diverses disciplines s'intéressant aux ressources.

9. Budget pour 1980-1981 :

(en dollars des E.-U.)

a) Total du budget ordinaire :	1 268 346
- Contributions des Etats membres	948 346
- Contributions des autres organisations	600 000
b) Total du budget d'investissement :	
- Contributions des Etats membres	400 000
- Contributions d'autres organisations	200 000

10. Réalisations : Le Centre a envoyé une équipe d'ingénieurs au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie pour y réparer le matériel de levé. Il a fourni des services de consultance aux Etats membres pour l'achat et l'utilisation de matériel de levé.

Des services de télédétection financés par USAID et relevant du Centre, assurent des cours et des stages sur les applications de la télédétection. Ils disposent aussi d'un système de classement d'images obtenues par satellite pour la sous-région et d'un laboratoire photographique bien équipé qui développe les photographies en couleurs et en noir et blanc.

a) Le Centre est doté d'un matériel et d'une infrastructure complètes pour permettre aux membres du Centre de réaliser des travaux de levé et de télédétection. Le Centre dispose d'un matériel de levé et de télédétection pour l'Afrique et le Moyen-Orient et la documentation technique correspondante.

b) Le Centre dispose d'un matériel et d'une infrastructure complètes pour permettre aux membres du Centre de réaliser des travaux de levé et de télédétection. Le Centre dispose d'un matériel de levé et de télédétection pour l'Afrique et le Moyen-Orient et la documentation technique correspondante.

c) Le Centre dispose d'un matériel et d'une infrastructure complètes pour permettre aux membres du Centre de réaliser des travaux de levé et de télédétection. Le Centre dispose d'un matériel de levé et de télédétection pour l'Afrique et le Moyen-Orient et la documentation technique correspondante.

d) Le Centre dispose d'un matériel et d'une infrastructure complètes pour permettre aux membres du Centre de réaliser des travaux de levé et de télédétection. Le Centre dispose d'un matériel de levé et de télédétection pour l'Afrique et le Moyen-Orient et la documentation technique correspondante.

e) Le Centre dispose d'un matériel et d'une infrastructure complètes pour permettre aux membres du Centre de réaliser des travaux de levé et de télédétection. Le Centre dispose d'un matériel de levé et de télédétection pour l'Afrique et le Moyen-Orient et la documentation technique correspondante.

Total du budget ordinaire :		1 200 000
Contributions des Etats membres		240 000
Contributions des autres		240 000
Contributions		240 000
Total du budget d'investissement :		1 200 000
Contributions des Etats membres		240 000
Contributions des autres		240 000
Contributions		240 000

- II.I. i) 1. Nom de l'Institution : Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
2. Adresse du siège : P.O. Box 40359, Addis-Abeba (Ethiopie)
3. a) Date de création : 18 avril 1973
b) Résolution portant création de l'Institution :
4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Est et Afrique australe
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Djibouti, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie et Soudan.
6. Objectifs :
- a) Chercher à améliorer, à coordonner et à normaliser les opérations, le matériel et les services portuaires en Afrique;
 - b) Assurer, avec la participation des autres autorités ou entreprises portuaires des institutions analogues et les gouvernements intéressés, la coordination et le développement des activités des pays membres de l'Association;
 - c) Etablir et entretenir des rapports avec ces institutions et les associations de transports, les organisations internationales et les gouvernements pour l'étude des questions intéressant l'Association.
7. Organes : Conseil de l'Association qui se compose des représentants des Etats membres.
8. Principales activités :
- a) Etablir une organisation permanente des administrations portuaires;
 - b) Etablir un centre sous-régional de formation dans le domaine de l'administration portuaire pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe;
 - c) Passation des marchés de matériel portuaire;
 - d) Faciliter les opérations de transit des pays sans littoral par le biais des ports d'Afrique de l'Est.
9. Budget pour 1980-1981 :
- a) Total du budget ordinaire : dollars E.-U. 109 027,23
 - Contribution des Etats membres : dollars E.-U. 109 027,23
 - Contribution d'autres organisations : dollars E.-U. -

b) Total du budget d'investissement :

- | | |
|---------------------------------------|------------------------|
| - Contribution des Etats membres | Chiffre non disponible |
| - Contribution d'autres organisations | Chiffre non disponible |

10. Réalisations :

- i) Adoption des statuts;
- ii) Elaboration du descriptif de projet sur les statistiques portuaires avec le concours du PNUD et de la CEA.
- iii) Définition des grandes lignes d'une étude de faisabilité sur la création d'une société maritime multinationale pour les pays d'Afrique de l'Est riverains de l'océan Indien et de la mer Rouge ainsi que pour les îles de l'océan Indien.

II.J. i) 1. Nom de l'Institution : Centre régional de formation aux techniques des levés aériens

2. Adresse du siège : P.M.B. 5545, Ile-Ife, Nigéria

3. a) Date de création : octobre 1972

b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 164 (VIII)

4. Zone géographique desservie : Toute l'Afrique

5. Membres participants : Bénin, Ghana, Haute-Volta, Mali, Nigéria et Sénégal

6. Objectifs : Assurer une formation théorique et pratique dans le domaine des techniques des levés aériens pour satisfaire les besoins en main-d'oeuvre; organiser des séminaires pour le perfectionnement des compétences; faire des recherches sur les levés aériens propres à l'environnement africain et fournir des services consultatifs aux Etats membres dans ce domaine.

7. Organes : Le Centre est administré par le Conseil d'administration (qui comprend un représentant de chacun des pays participants, un autre membre nommé par le pays hôte, le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur du Centre) ainsi que par un Groupe de travail.

8. Principales activités : Le Centre dirige un cours de photogrammétrie d'une durée de deux ans pour techniciens ainsi qu'un cours d'une durée d'un an pour les opérateurs en photogrammétrie. Un cours de photo-interprétation est assuré pour la première fois en 1980/81.

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire	dollars E.-U.	1 100 751
- Contribution des Etats membres	dollars E.-U.	1 008 761
- Contribution d'autres organisations	dollars E.-U.	91 990

b) Total du budget d'investissement

- Contribution des Etats membres	dollars E.-U.	168 350
- Contribution d'autres organisations		Chiffre non disponible

10. Réalisations :

Depuis sa création, le Centre a formé environ 120 techniciens et opérateurs en photogrammétrie originaires d'un grand nombre de pays africains. Ainsi, les dispositions particulières prises par le Centre pour assurer le succès de ses étudiants se sont révélées efficaces. Ce résultat ressort non seulement du taux élevé de succès aux examens des deux cours offerts par le Centre mais aussi des commentaires très encourageants reçus des pays et organismes participants au sujet des compétences professionnelles des anciens étudiants du Centre.

- II.I iii) 1. Nom de l'Institution : Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre
2. Adresse du siège : 12 Park Lane, Apapa 14, Lagos (Nigéria)
3. a) Date de création : 12 octobre 1972
- b) Résolution portant création de l'Institution :
4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Angola, Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Libéria, Mauritanie, Nigéria, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone et Zaïre.
6. Objectifs :
- a) Améliorer, coordonner et normaliser les opérations, le matériel et les services portuaires en Afrique;
- b) Assurer, avec la participation d'autres autorités portuaires, des institutions analogues et des gouvernements intéressés, la coordination et le développement des activités des pays membres de l'Association;
- c) Etablir et entretenir des rapports avec ces institutions et les associations de transports, les organisations internationales et les gouvernements pour l'étude des questions intéressant les membres de l'Association.
7. Organes : Le Conseil de l'Association, formé de représentants des Etats membres.

8. Principales activités : Définir les grandes lignes d'une étude de la minimisation des coûts de dragage et exécuter le projet d'harmonisation des statistiques portuaires.

9. Budget pour 1980-1981

- | | |
|-------------------------------------|------------------------|
| a) Total du budget ordinaire | Chiffre non disponible |
| b) Total du budget d'investissement | Chiffre non disponible |

10. Réalisations :

- a) Définition des grandes lignes d'une étude sur la minimisation des coûts de dragage.
- b) Mise en oeuvre du projet d'harmonisation des statistiques portuaires.

II.I iv) 1. Nom de l'Institution : Autorité de la route transafricaine Lagos-Mombassa

2. Adresse du siège : Bangui (République centrafricaine)

3. a) Date de création : janvier 1981;
- b) Résolution portant création de l'institution : 226 (X) de la Conférence des ministres de la CEA, 13 février 1971.

4. Zone géographique desservie : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Afrique de l'Est.

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Kenya, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun et Zaïre.

6. Objectifs : Coordonner la construction d'une route à viabilité permanente et en assurer l'utilisation efficiente sur le parcours Lagos-Mombassa.

7. Organes : Conseil d'administration groupant des ministres de tous les Etats membres.

8. Principales activités : -

9. Budget pour 1981 :

- | | | |
|----------------------------------|---------------|---------|
| a) Total du budget ordinaire | dollars E.-U. | 733 344 |
| - Contribution des Etats membres | dollars E.-U. | 733 344 |

10. Réalisations : Aucune à ce jour

- II.J. i) 1. Nom de l'Institution : Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques
2. Adresse du siège : P.O. Box 53763, City Square Post Office, Nairobi (Kenya)
3. a) Date de création : 24 juillet 1979
b) Résolution portant création de l'Institution : résolution 348 (XIV) du 27 mars 1979 de la Conférence des ministres de la CEA
4. Zone géographique desservie : Tous les Etats membres de la CEA et de l'OUA
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Egypte, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Mali, Niger, Nigéria et Sénégal
6. Objectifs
- Former du personnel technique d'encadrement afin d'assurer le développement économique et social dans tous les secteurs et entreprendre des recherches sur l'enseignement technique et la technologie. En particulier, grâce à des programmes régionaux ou nationaux :
- i) Offrir des cours avancés destinés à des techniciens et technologues du niveau de l'encadrement;
 - ii) Organiser des cours de perfectionnement et d'évaluation des techniques destinés aux ingénieurs;
 - iii) Former des enseignants, des éducateurs, des instructeurs techniques;
 - iv) Créer et exploiter un centre de production industrielle (usine-école) pour assurer une formation de caractère industriel;
 - v) Fournir des services d'information et servir de centre de référence pour la diffusion de l'information sur l'enseignement et la recherche techniques, pour les équivalences de diplômes et de degrés de l'enseignement technique, ainsi que pour l'adaptation des techniques;
 - vi) Entreprendre des recherches et diffuser des techniques innovatrices sur les méthodes de l'enseignement technique, sur la mise au point et la production de matériel et d'accessoires pédagogiques pilotes, sur l'adaptation et l'application des techniques et sur l'étude de projets visant à la solution des "goulets d'étranglement" d'ordre technologique;
 - vii) Fournir aux Etats membres des services de consultants dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques.

7. Organes :

Les organes et la structure administrative de l'Institut sont les suivants :

- a) Le Conseil d'administration qui est un organe ministériel; il comprend un représentant de chaque Etat membre de l'Institut, le Secrétaire exécutif de la CEA, membre *ès* qualités, le Secrétaire général de l'OUA, membre *ès* qualités, les représentants d'autres organisations internationales invitées par le Conseil, le Directeur général de l'Institut, membre *ès* qualités, et le Président du Conseil académique, membre *ès* qualités.
- b) Le Conseil académique, qui comprend le Directeur général de l'Institut en qualité de Président, le Directeur général adjoint, tous les chefs de départements ou centres, le Greffier de l'Institut, deux membres du corps enseignant et huit personnes nommées par le Conseil sur une base géographique.
- c) Le Conseil d'établissement qui est chargé de promouvoir le bien-être général du personnel et des étudiants de l'Institut et de favoriser la compréhension mutuelle. Il se compose du Directeur général, du Directeur général adjoint, de deux représentants élus des chefs de départements ou centres, de deux représentants élus du personnel administratif, de deux représentants élus du corps enseignant et de deux étudiants élus.
- d) La direction générale de l'Institut, qui se compose du Directeur général, du Directeur général adjoint et d'un cadre formé par certaines membres du personnel administratif et par les chefs de centres.
- e) Les bureaux sous-régionaux, comités et organes subsidiaires que le Conseil d'administration juge nécessaire de créer.

8. Activités principales : L'Institut offre des cours et des activités de recherche touchant à la formation et à l'enseignement techniques ainsi qu'à leur gestion mais aussi aux disciplines spécialisées de la main-d'oeuvre technique pour les secteurs public et privé des économies des Etats membres. Ces activités sont organisées au sein de centres multidisciplinaires. Le programme de formation post-universitaire de l'Institut se présente sous forme de recherches confiées à des groupes de travail. Le centre de la production industrielle fabrique des articles destinés au marché libre ainsi que des accessoires pédagogiques à l'intention des établissements d'enseignement technique, et ce alors que les stagiaires reçoivent une formation "sur le tas".

9. Budgets pour 1981-1982 :

a) Total du budget ordinaire :	dollars E.-U.	2 598 900
- Contribution des Etats membres	dollars E.-U.	2 423 400
- Contribution d'autres organisations	dollars E.-U.	175 000
b) Total du budget d'investissement :		
- Contribution des Etats membres		
- Contribution d'autres organisations	dollars E.-U.	793 500

10. Réalisations :

Le Directeur général de l'Institut est entré en fonction en août 1980 et il devrait normalement continuer à travailler dans les bureaux temporaires installés au Kenya Polytechnic à Nairobi jusqu'en 1983, époque à laquelle devraient être achevés les travaux d'infrastructure sur le site permanent de 150 hectares réservés à l'Institut. A ce jour, les principales réalisations de l'Institut sont les suivantes : élaboration des programmes d'enseignement et de travaux pratiques pour les premiers cours de formation; installation et construction des bureaux temporaires à Nairobi; examen des demandes d'emploi et préparation d'une liste restreinte des candidats aux postes principaux pour entrevue et recrutement éventuel; consultations et entretiens avec le Conseil académique et les membres du Comité exécutif en vue d'évaluer et d'approuver les programmes de cours; consultations avec les gouvernements africains et les organismes donateurs pour assurer la mobilisation de ressources. Réalisées par Educonsult (Canada) une étude de faisabilité et un Plan directeur de l'Institut ont été achevés et distribués à tous les Etats membres et organisations participants.

A ce jour, le nombre d'adhésions et le volume des contributions des Etats membres sont peu élevés, ce qui a considérablement influé sur le calendrier, déjà réaménagé, des premiers cours de formation prévus pour le début de 1981 et continue de mobiliser en grande partie le temps et les ressources initiales de l'Institut.

II.J. ii) 1. Nom de l'Institution : Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe 1/

2. Adresse du siège : P.O.Box 3030, Njiro Hill, Arusha (République-Unie de Tanzanie)

3. a) Date de création : 28 février 1980

b) Résolution portant création de l'institution : Accord intergouvernemental signé le 28 février 1980

4. Zone géographique desservie : Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Comores, Djibouti, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zambie.

6. Objectifs

Promouvoir une bonne gestion des services publics et des entreprises parastatales des Etats membres en améliorant les moyens de réalisation des administrateurs et directeurs tant à l'échelon national qu'à celui des institutions intergouvernementales.

7. Organes :

a) Conseil des gouverneurs : Organe se composant d'un président élu; d'un vice-président élu; d'un représentant de chacun des Etats membres participants; de représentants sans droit de vote d'autres organisations internationales, régionales et commerciales privées que le Conseil peut périodiquement inviter à siéger; d'un haut fonctionnaire sans droit de vote du personnel académique de l'Institut élu à cet effet par ledit personnel; et du directeur de l'Institut, membre de droit.

b) Conseil académique : Il est chargé d'approuver et de réviser les programmes d'enseignement et de recherche de l'Institut. Il se compose du Directeur et du Directeur adjoint de l'Institut; de tous les chefs

1/ Cet institut a succédé à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est constitué en 1974 par une loi de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est et placé sous le contrôle des gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie. Après démembrement de la Communauté de l'Afrique de l'Est, la CEA avait été invitée à prendre les mesures nécessaires pour transformer l'Institut en une institution sous-régionale et les anciens Etats partenaires ont accepté le principe de cette transformation, qui a pris effet en février 1980.

division; du chancelier; de quatre membres élus par le personnel académique dont deux sont nommés par le Conseil des gouverneurs; et d'autres personnes que peut coopter le Conseil académique.

- c) Direction : Elle est chargée de l'administration des affaires quotidiennes de l'Institut. Elle se compose du Directeur et du Directeur adjoint de l'Institut.

8. Activités principales :

Les activités de l'Institut relèvent de trois grands domaines :

- a) Formation : Organisation de programmes de formation avancée pour différents niveaux du personnel des services publics et entreprises parastatals des Etats membres, en particulier dans les domaines de l'administration générale, de la gestion des projets, de la gestion des finances, de l'administration des opérations portuaires, de la gestion des opérations de distribution matérielle et de la gestion des ressources humaines.
- b) Consultance ; Exécution de missions spécifiques de consultance sur la demande des Etats membres.
- c) Recherche : Etudes et projets de recherche à l'appui des services de formation et de consultance.

9. Budget pour 1980-1981 :

a)	Total du budget ordinaire	\$ E.-U. 750 000
	- Contribution des Etats membres	\$ E.-U. 650 000
	- Contribution d'autres organisations	\$ E.-U. 100 000
b)	Total du budget d'investissement	\$ E.-U. 305 000
	- Contribution des Etats membres	Chiffre non disponible
	- Contribution d'autres organisations	Chiffre non disponible

10. Réalisations :

L'accord portant création de l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a été signé le 28 février 1980 par six Etats membres. Le Conseil des gouverneurs s'est réuni à deux reprises et a commencé ses travaux.

Le recrutement des experts internationaux appelés à aider l'Institut dans l'exercice de ses fonctions est sur le point de s'achever et quelques fonctionnaires ont reçu une bourse pour suivre des cours de perfectionnement. L'Institut administre des programmes de formation annuels assez ambitieux et a déjà rempli d'importantes missions de consultance pour ses clients. Son Directeur et le Secrétaire exécutif de la CEA s'efforcent sans relâche d'amener d'autres Etats à signer l'accord, que les Comores, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie ont déjà ratifié, tandis que le Botswana, le Malawi, le Swaziland et le Zimbabwe ont fait savoir qu'ils envisageaient de devenir membres de l'Institut.

devenir

- II.J. iii) 1. Nom de l'institution : Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)
2. Adresse du siège : P.O. Box 1556, Yaoundé, République-Unie du Cameroun
3. a) Date de création : 9 novembre 1971
- b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 230 (X) de la CEA du 13 février 1971
4. Zone géographique desservie : Pays francophones de l'Afrique
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée (Conakry), Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre.
6. Objectifs :

L'Institut a pour principaux objectifs les suivants : Organiser des cours de formation intensifs, des cours de recyclage et des séminaires de réflexion dans le domaine de la population et les domaines connexes;

effectuer, diriger et publier des travaux de recherche sur les tendances démographiques et sur les rapports de ces dernières avec les facteurs économiques et sociaux en Afrique; entreprendre des travaux de recherche sur le terrain dans les pays desservis et fournir aux pays desservis des services consultatifs en matière démographique et dans les domaines connexes; et assurer des services consultatifs touchant des projets de population dans les pays desservis par l'Institut.

7. Organes :

- Un conseil d'administration se composant de représentants du FNUAP, de la CEA et du Gouvernement camerounais (un dans chaque cas), et de 12 représentants des Etats membres participants.
- Un comité consultatif se composant de six spécialistes de la population des Etats membres participants; de deux chargés de cours élus parmi les fonctionnaires de l'Institut; d'un représentant de la CEA, de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, d'organisations non gouvernementales se livrant à des travaux démographiques en Afrique d'organisations des Nations Unies soutenant l'Institut, et du directeur de la Division de la population au Siège de l'Organisation des Nations Unies.
- Un Conseil directeur se composant des chefs du département des études, du département de la recherche, de la section administrative et financière, de la section de la documentation et de la bibliothèque, et de la section des publications.

8. Activités principales :

Formation de type classique : Formation démographique au niveau universitaire supérieur d'une durée d'un ou deux ans. Cette formation vise à donner aux étudiants une solide formation théorique en démographie, leur permettant d'analyser et d'interpréter des données démographiques, à leur faire acquérir une expérience pratique en matière de collecte de données démographiques et à leur permettre de saisir les interactions entre la population et le développement économique et social en vue de faire d'eux des spécialistes avisés, capables de conseiller les pouvoirs publics dans la définition des politiques de population.

Recherche : Le programme de recherche vise également à éveiller l'intérêt des pays africains francophones pour la recherche démographique. Des

séminaires et des journées d'études sont organisés pour stimuler l'intérêt dans ce domaine et faire prendre davantage conscience dans la région des problèmes de population.

9. Budget pour 1980-1981 :

- a) Total du budget ordinaire \$ E.-U. 931 000*
 - Contribution du Gouvernement camerounais \$ E.-U. 126 000 (1979/1980)
 - Contribution d'autres organisations (FNUAP) \$ E.-U. 805 000
- b) Total du budget d'investissement Chiffre non disponible
 - Contribution des Etats membres Chiffre non disponible
 - Contribution d'autres organisations Chiffre non disponible

10. Réalisations :

A ce jour, l'Institut a formé 104 étudiants pour les pays membres qu'il dessert; aidé le Congo à faire l'analyse de son recensement; entrepris des enquêtes sur la mortalité infantile dans cinq capitales des pays qu'il dessert et organisé des séminaires nationaux et sous-régionaux sur la fécondité et la mortalité.

II.J. iv) 1. Nom de l'Institution : Retional Institute for Population Studies (RIPS)

2. Adresse du Siège : Accra, Ghana, P O. Box 96, Legon, Ghana

3. a) Date de création : Février 1972

b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 230 (X) de la CEA

4. Zone géographique desservie : La quasi-totalité des pays anglophones de l'Afrique

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Botswana, Ethiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Malawi, Maurice, Nigéria, Sierra Leone, Swaziland, Somalie, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Ghana, Ouganda, Seychelles, Zambie et Zimbabwe.

* A l'exclusion d'un montant de 34 000 dollars octroyé par la France et d'un montant de 70 000 octroyé par l'USAID.

6. Objectifs :

- a) Assurer, en particulier à des ressortissants des pays anglo-phones de l'Afrique des cours de formation dans les domaines de la population et domaines connexes;
- b) Organiser et entreprendre des recherches sur tous les aspects de la population et les domaines connexes;
- c) Organiser des journées d'études, des séminaires et des réunions sur des problèmes nationaux, sous-régionaux et régionaux de population;
- d) Fournir sur la demande des gouvernements des pays intéressés, des services consultatifs;
- e) Fournir des documents dans les différents domaines de la population aux chercheurs ainsi qu'aux organisations nationales, sous-régionales et régionales.

7. Organes :

- i) Un Conseil d'administration chargé de l'élaboration et de l'évaluation générales des programmes de formation et de recherche de l'Institut ainsi que de leur bon fonctionnement. Il se compose de quatre membres nommés par les gouvernements dont l'un sera désigné président du Conseil par les gouvernements; de quatre membres nommés par l'Organisation des Nations Unies dont le premier sera désigné représentant du Secrétaire général, le deuxième représentant du Secrétaire exécutif de la CEA, le troisième sera le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Ghana ou son représentant, et le dernier sera le Directeur de l'Institut.
- ii) Un comité consultatif se composant du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ou de son représentant; du Directeur de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies ou de son représentant; de trois experts au plus désignés par les gouvernements; de trois experts de trois Etats (autres que la République du Ghana) desservis par l'Institut qui seront choisis par roulement (dans la mesure du possible) par l'Organisation des Nations Unies en consultation

avec les gouvernements intéressés; d'un représentant de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population; de deux représentants d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales travaillant dans les pays desservis par l'Institut que désignera l'Organisation des Nations Unies; d'un représentant choisi par les membres les plus anciens du corps enseignant de l'Institut et, enfin, du Directeur de l'Institut.

8. Activités principales :

Formation

L'Institut offre trois grandes catégories de cours à son siège (Accra) :

- i) Un cours d'une durée de douze mois aboutissant au diplôme d'études de la population de l'Université du Ghana;
- ii) Un cours d'une durée de douze mois aboutissant à une maîtrise en études de la population de l'Université, cours auquel peuvent avoir accès les personnes ayant obtenu un diplôme d'études supérieures de la population ou ayant une qualification équivalente;
- iii) Un cours aboutissant à un doctorat en philosophie de l'Université du Ghana dans le domaine des études de la population.

Recherches

Le programme de recherches vise la formation d'étudiants en matière de recherche et permet au personnel de se livrer à des recherches techniques et appliquées sur les tendances de la population et leur relation avec les facteurs économiques et sociaux dans la plupart des pays anglophones d'Afrique. Etudiants et personnel ont l'occasion de faire des recherches sur le terrain dans les pays de la région. L'accent est mis par l'Institut sur les recherches touchant la mortalité et la morbidité, les relations entre la population et le développement socio-économique, l'applicabilité des techniques types d'évaluation et d'estimation ainsi que l'élaboration de nouvelles techniques.

Publication et diffusion de l'information

Les résultats des recherches sont publiés dans des revues scientifiques, dans une série de monographies ou dans le bulletin RIPS de l'Institut. Les données bibliographiques intéressant les travaux en cours sont publiées dans la revue PIDSA ABSTRACTS tandis que les nouvelles courantes et les renseignements concernant les travaux en cours dans le domaine de la population le sont dans le bulletin AFRICAN DEMOGRAPHY.

9. Budget pour 1980-1981

a)	Total du budget ordinaire	\$ E.-U. 946 000
	- Contribution du Gouvernement ghanéen	\$ E.-U. 258 000 (1980-1981)
	- Contribution d'autres organisations	\$ E.-U. 698 000
b)	Total du budget d'investissement	Chiffre non disponible
	- Contribution des Etats membres	Chiffre non disponible
	- Contribution d'autres organisations	Chiffre non disponible

10. Réalisations

Ces neuf dernières années, l'Institut a admis au cours conduisant à un diplôme d'études supérieures 212 étudiants dont 31 n'ont pas encore terminé le cycle requis. Des 181 qui ont quitté l'Institut, 13 ont abandonné et des 168 qui l'ont achevé, 19 ont échoué à l'examen alors que 149 réussissaient. Soixante-treize des étudiants qui ont obtenu le diplôme ont poursuivi leurs études en vue d'obtenir une maîtrise ès études de la population. Deux travaillent à un doctorat à l'Institut même alors que 11 autres le font dans des universités extérieures à la région. Plus de 68 projets de recherche ont été achevés ces cinq dernières années et 56 autres sont en cours d'exécution.

L'Institut a fourni des services consultatifs à certains des pays qu'il dessert, et notamment :

- Une assistance technique au Gouvernement libyen pour l'analyse de son recensement;
- Une assistance technique au Gouvernement soudanais pour l'analyse de son recensement;
- Une assistance technique, en collaboration avec la CEA, pour la réalisation de cinq enquêtes dont l'objet était de faciliter la collecte de données touchant la planification de la nouvelle capitale du Nigéria.

L'Institut a également créé un système de documentation et d'information sur la population pour l'Afrique qui a commencé à publier la revue PIDSA ABSTRACT, laquelle traite des études de population en Afrique. C'est la seule dans son genre à paraître dans la région.

L'Institut publie également AFRICAN DEMOGRAPHY, bulletin trimestriel qui fournit des informations sur les activités de recherche et les déplacements du personnel s'intéressant aux phénomènes de population en Afrique. Un bulletin biannuel intitulé RIPS NEWSLETTER donne des renseignements sur les activités de l'Institut.

Catégorie III. Institutions parrainées par la CEA et l'OUA,
la CEA et le système des Nations Unies

Groupement des institutions par secteur (le même que pour la
catégorie II ci-dessus)

- III. C. 1) 1. Nom : Organisation de la propriété industrielle
pour les pays anglophones d'Afrique
2. Adresse du Siège : P.O. Box 30031, Nairobi (Kenya)
3. a) Date de création : 1976
b) Résolution portant création de l'Institution : -
c) Institution opérationnelle depuis le 1er juillet 1981
4. Zone géographique desservie : Pays africains anglophones
5. Etats membres participants : Gambie, Ghana, Kenya, Malawi,
Ouganda, Sierra Leone, Zambie et Zimbabwe
6. Objectifs : Elaboration d'un modèle uniforme en ce qui concerne
les brevets industriels et coopération parmi les Etats membres
dans le domaine de la propriété industrielle.
7. Organes : Le Conseil, composé des représentants des Etats
membres et un Centre d'information.
8. Activité principale : Création d'un Centre de documentation et
d'information en matière de brevets.
9. Budget pour 1980-1981 :
- a) Total du budget ordinaire :
- | | |
|--|---------------------------|
| - Contribution des Etats membres | 105 200 dollars des E.-U. |
| - Contribution d'autres organisations | 120 000 dollars des E.-U. |
| - (financement envisagé de la part
du PNUD) | 100 000 dollars des E.-U. |
| - Divers | |
- b) Total du budget d'investissement :
- | | |
|--|--|
| - Contribution des Etats membres | En dollars des E.-U.
Chiffre non disponible |
| - Contribution d'autres organisa-
tions | En dollars des E.-U.
Chiffre non disponible |

10. Réalisations :

III. D. i) 1. Nom de l'Institution : Centre régional africain de technologie

2. Adresse du Siège : B.P. 2435, Dakar (Sénégal)

3. a) Date de création : Novembre 1977

b) Résolution portant création de l'Institution : Décision prise lors de la réunion des plénipotentiaires à Kaduna (Nigéria), en novembre 1977

4. Zone géographique desservie : les Etats membres de la CEA et de l'OUA

5. Etats membres participants : Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Libéria, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Zaïre et Zambie.

6. Objectifs : Faire prendre mieux conscience du rôle de la technologie dans le développement national; promouvoir le développement de la technologie en Afrique par les Africains eux-mêmes et amener à adopter une attitude plus judicieuse envers l'acquisition de la technique appropriée aux besoins de la région africaine.

7. Organes :

- Le Conseil se compose du Ministre responsable de la technologie au sein du Gouvernement de chaque Etat membre participant au Centre, du Secrétaire exécutif de la CEA et du Secrétaire général de l'OUA.

- Le Comité exécutif se compose d'un tiers des Etats membres du Centre, du Secrétaire exécutif de la CEA, qui est, de droit, président du Comité, d'un représentant de l'OUA, du Directeur exécutif du Centre, qui est, de droit, secrétaire du Comité et enfin de représentants des institutions des Nations Unies ayant des activités apparentées à celles du Centre, à titre d'observateurs.

- Le Secrétariat composé d'une Direction exécutive, de la Division des services consultatifs techniques; de la Division de la formation; de la Division de l'information et de la documentation et de la Division de l'administration.

8. Activités principales :

- (ii) 1) Services consultatifs techniques : Etudier et identifier les besoins en matière de technologie des Etats membres pour la mise au point, le transfert et l'adaptation des techniques pour le développement socio-économique sur le plan national, concevoir et fournir les services techniques appropriés pour répondre à ces besoins.
- ii) Formation : Surveiller les besoins des Etats membres en matière de formation dans le domaine de la mise au point et du transfert des techniques, concevoir et appliquer des programmes appropriés pour aider ces Etats à répondre à ces besoins.
- iii) Information et documentation : Promouvoir le développement de services d'information et de documentation destinés à accélérer le développement technologique des Etats membres et gérer la bibliothèque du Centre.
- iv) Administration : Fournir les services d'appui pour la gestion des services financiers, des services du personnel et des autres services généraux du Centre (transport et entretien du matériel, ateliers et fournitures).

9. Budget de l'Institution pour 1980-1981 : (à déterminer en février 1981).

10. Réalisations :

- i) Fourniture de locaux à Dakar pour permettre au secrétariat de fonctionner.
- ii) Etablissement du programme de travail du Centre pour 1982-1986; ce programme sera examiné par le Conseil en février 1981.
- iii) Elaboration et présentation d'une proposition de projet au Fonds intérimaire pour la science et la technologie en vue d'obtenir l'accord de ce dernier.
- iv) Activités de promotion auprès des organismes des Nations Unies et de l'OUA.

- III. E. i) 1. Nom de l'Institution : Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social.
2. Adresse du Siège : WAHDA Quarters, Zawla Road, P.O. Box 11008 Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne).

3. a) Date de création : janvier 1977

b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 2 (II) adoptée par la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales (approuvée plus tard par la résolution 295 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA et par le Conseil des ministres de l'OUA à Libreville en juillet 1977).

4. Zone géographique desservie : Toute la région africaine

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Algérie, Bénin, Burundi, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Libye, Mali, Maroc, Niger, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo et Zaïre.

6. Objectifs :

Les principaux objectifs du Centre consistent à :

- former le personnel de haut niveau nécessaire pour la recherche, la formation et le développement dans le domaine social;
- organiser des séminaires, exécuter des programmes de recherche appliquée et mettre au point des matériels d'enseignement autochtones;
- effectuer des recherches ou contribuer aux recherches axées sur l'élaboration de programmes pour les zones rurales;
- contribuer à l'élaboration de stratégies nationales pour les programmes de développement social;
- fournir une assistance aux universités nationales et aux institutions d'assistance sociale dans le domaine de la formation, et
- établir et entretenir des relations avec d'autres centres, institutions, organisations qui, en Afrique ou ailleurs, ont des objectifs similaires à ceux du Centre ou s'occupent d'activités analogues.

7. Organes : Les organes du Centre sont les suivants :

- a) La Conférence des ministres africains des affaires sociales est l'organe suprême du Centre et se compose du ministre responsable des affaires sociales de chaque Etat membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine.

- b) Le Comité directeur se compose du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (Président *ès-qualités*); d'un représentant du secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine, de deux représentants de chacune des quatre sous-régions de l'Afrique, désignés par la Conférence pour un mandat de deux ans selon l'ordre alphabétique anglais.
- c) Un Comité consultatif technique, composé d'un représentant du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; d'un représentant du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine, du Directeur exécutif du Centre, Président *ès-qualités*; d'un fonctionnaire de rang élevé du Centre représentant le personnel d'encadrement du secrétariat du Centre; de quatre spécialistes africains désignés par le Comité directeur du Centre; du Président de l'Association pour l'enseignement social en Afrique; du Directeur du Centre de coordination des recherches et de la documentation en sciences sociales desservant l'Afrique subsaharienne; des organisations et Etats coopérants qui seront désignés par le Comité directeur; des spécialistes ou représentants des institutions que le Comité directeur peut coopter dans n'importe quel domaine.

8. Activités principales :

- a) pour la période biennale 1981-1982, les principales activités du Centre sont les suivantes :
- i) Dans le cadre des activités de promotion, le Centre établira deux rapports globaux sur la recherche et la formation dans le domaine du développement social, sur les insuffisances, les déficits, etc.;
- ii) Il effectuera des activités de recherche pour préciser la notion nouvelle de développement social y compris :
- l'identification et l'analyse des différents systèmes sociaux et des forces du changement social en Afrique;
 - la définition et l'évaluation des philosophies, politiques et programmes actuels de développement social dans les pays africains;
 - l'identification et l'analyse des éléments critiques du développement social comme le développement rural, la santé, le système de distribution alimentaire, la technologie appropriée, l'alphabétisme, les problèmes des réfugiés, les femmes et les jeunes.

- iii) Recherche pour élaborer et mettre au point les méthodologies et les instruments appropriés à utiliser pour rendre opérationnelle la notion nouvelle de développement social;
- iv) Lancement d'activités de recherche et élaboration de matériel et de programmes d'enseignement/d'apprentissage destinés aux diverses catégories d'utilisateurs dans les différents milieux sociaux.
- b) i) Séminaire à l'intention des chercheurs, éducateurs et directeurs d'établissements de formation en matière de développement social pour préciser la notion nouvelle de développement social;
- ii) Stage à l'intention des responsables et des administrateurs de haut niveau pour leur permettre d'étudier la notion nouvelle de développement social et ses applications;
- c) i) Publication d'un Journal/Bulletin;
- ii) Création d'un service et d'un centre d'information pour la collecte et la diffusion de l'information.

9. Budget pour 1980-1981

- a) Total du budget ordinaire : 2 022 400 dollars des E.-U.
- b) Total du budget d'investissement :
 - Locaux provisoires, le mobilier et matériel étant fournis par le Gouvernement hôte
 - Chiffre non connu

10. Réalisations :

- a) Une réunion du Groupe d'experts sur le Centre, convoquée à Tripoli en janvier 1980, a défini les activités dans le cadre du programme à court, moyen et long terme du Centre après avoir élaboré un cadre conceptuel pour le développement social en Afrique.
- b) La troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales s'est réunie en octobre 1980 et a nommé le Directeur exécutif du Centre et approuvé son programme de travail pour la période biennale 1981-1982 ainsi que les prévisions budgétaires pour la même période. Elle a également mis en place le Comité directeur, qui a tenu sa première réunion à Addis-Abéba les 13 et 14 octobre 1980.

- III. H. 1)
1. Nom de l'Institution : Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
 2. Adresse du Siège : 9 rue Antaki, B.P. 23, Tanger (Maroc)
 3. a) Date de création : les statuts de l'Association ont été signés le 18 janvier 1974 et l'Institution est devenue opérationnelle en juillet 1977 avec la nomination du Secrétaire général.
b) Résolution portant création de l'Institution : Résolutions 247 (XI) de la CEA, résolutions 310 (XXI) et 501 (XXVII) de l'OUA.
 4. Zone géographique desservie : Tous les Etats membres de la CEA et de l'OUA.
 5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Algérie, Burundi, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Libye, Mali, Maroc, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Union du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Swaziland, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie.
 6. Objectifs : Les objectifs principaux de l'Association consistent à promouvoir la communication et l'échange d'informations réguliers entre les pays africains dans le domaine du commerce et à aider l'harmonisation des politiques commerciales des pays africains en vue de promouvoir le commerce intra-africain. L'Association doit également être un instrument pour la promotion du commerce, l'étude de marchés et les investissements orientés vers l'exportation en Afrique.
 7. Organes :
Assemblée générale de tous les Etats membres de l'Association.
 8. Activités principales :
Le programme de travail pour 1980/81 consiste essentiellement à renforcer le secrétariat grâce à la création d'un Centre d'information sur le commerce. On y a également souligné la nécessité d'encourager une coopération étroite à la fois entre organisations de promotion commerciale nationales et entre l'Association et les organisations internationales concernées par la promotion du commerce intra-africain.

Les principales activités du Programme de l'AOAPC consistent donc à :

- a) renforcer les infrastructures de promotion du commerce dans les Etats membres en concentrant les efforts sur la mise en place des institutions, la fourniture de services dans des secteurs relatifs au développement du commerce intra-africain, la collecte et la diffusion d'informations relatives au commerce;
- b) Coordonner les activités des institutions de promotion commerciale en encourageant les organisations de promotion commerciale d'une sous-région donnée à mener des activités de programmation communes;
- c) Adopter des arrangements de coopération efficaces avec des organismes de promotion commerciale internationaux, régionaux et sous-régionaux;
- d) Elaborer des matériels de référence de base comme des répertoires, des monographies par pays etc., des bulletins d'information portant sur le commerce pour permettre aux hommes d'affaires africains de suivre l'évolution du commerce sur le continent.

9. Budget pour 1980-1981:

	1980	1981
a) Total du budget ordinaire :	359 057 dollars	377 621 dollars
	des E.-U.	des E.-U.
- Contribution des Etats membres	359 057 - " -	377 621 - " -
- Contribution d'autres organisations	-	en dollars des E.-U.
b) Total du budget du programme de travail :	60 000 dollars	60 000 dollars
	des E.-U.	des E.-U.
- Contribution des Etats membres	60 000 - " -	60 000 - " -
- Contribution d'autres organisations	"	en dollars des E.-U.

10. Réalisations:

L'AOAPC a participé à l'organisation de séminaires régionaux sur la promotion commerciale comme le séminaire AOAPC/PRODEC sur la promotion du commerce par les organismes commerciaux d'Etat (17-28 mars 1980) et le séminaire AOAPC/CEA à l'intention des directeurs d'organisations africaines de promotion commerciale (22-26 septembre 1980). L'Association publie également des documents par pays sous le titre général de : "Perspectives du commerce africain" où les conditions économiques globales et le potentiel du commerce intra-africain sont examinés pays par pays. Des informations à jour sur les possibilités en matière de commerce, les modifications des régimes commerciaux, la création en commun d'industries destinées à desservir deux ou plusieurs pays africains, la conclusion d'accords commerciaux etc. sont diffusées dans la publication mensuelle de l'AOAPC "Flash sur le commerce africain". Des répertoires sur le commerce comme le "Répertoire des organismes commerciaux d'Etat en Afrique" et le "Répertoire des institutions de promotion commerciale en Afrique" sont publiés par l'AOAPC. Des projets sont en cours pour faire des études du marché africain en ce qui concerne certains produits africains, à la suite desquelles des conférences seront organisées à l'intention des hommes d'affaires. Des études sur les courants commerciaux sont également effectuées.

III. I. 1) 1. Nom de l'Institution : Union africaine des chemins de fer

2. Adresse du Siège : B.P. 687 Kin 1, Kinshasa (Zaïre)

3. a) Date de création : 23 septembre 1972

b) Résolution portant création de l'Institution :

- La Convention portant création de l'Union africaine des chemins de fer signée le 23 septembre 1972 (Statuts de l'Union africaine des chemins de fer);
- Résolutions de l'OUA CM/Res. 507 (XXVII) et CM/Res. 544 (XXIX) faisant de l'Union africaine des chemins de fer une institution spécialisée de l'OUA responsable du développement des chemins de fer en Afrique.
- Accord de coopération signé à Tripoli le 20 février 1978 entre l'OUA et l'Union africaine des chemins de fer conformément à la résolution CM/Res. 544 (XXIX).

4. Zone géographique desservie : Toute la région africaine

5. Etats membres participants : Algérie, Angola, Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Soudan, Swaziland, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie.

6. Objectifs:

L'Union s'efforce

- de normaliser, développer, coordonner et améliorer les liaisons ferroviaires des Etats membres en vue de relier les divers réseaux les uns aux autres ainsi qu'à d'autres moyens de transport reliant la région africaine au monde;

- d'établir et de maintenir des relations avec d'autres compagnies et associations de transport et des gouvernements et des institutions en vue d'étudier les questions d'intérêt commun, de développer et de coordonner les activités des membres de l'Union.

7. Organes :

L'Union africaine des chemins de fer comprend les organes suivants:

a) L'Assemblée générale, composée des représentants des Etats membres;

(b) Le Conseil exécutif;

c) Le Secrétariat général.

8. Activités principales :

Les principales activités du programme de l'Union africaine des chemins de fer sont exécutées par l'intermédiaire des comités de travail indiqués ci-après, dont les activités sont coordonnées par le Secrétariat général et qui font rapport chaque année à l'Assemblée générale :

- Le Comité du matériel (responsable de l'élaboration, des spécifications et des normes relatives au matériel et à l'équipement);

- Le Comité de la signalisation et des télécommunications;

- Le Comité des fournitures, des finances et des investissements;
- Le Comité de la formation et du personnel;
- Le Comité de la documentation et de l'information;
- Le Comité des voies permanentes;
- Le Comité du trafic;
- Le Comité du traitement des données.

9. Budget pour 1980-1981 :

- a) Total du budget ordinaire : 841 861 dollars des E.U.
 - Contribution des Etats membres: 841 861 dollars des E.U.
 - Contribution d'autres organisations - dollars des E.U.
- b) Total du budget d'investissement: - dollars des E.U.
 - Contribution des sociétés de chemin de fer membres - dollars des E.U.
 - Contribution des autres organisations en dollars des E.U.

10. Réalisations:

Avant la création de l'Union africaine des chemins de fer, l'étendue des activités de chaque société de chemins de fer africaine était strictement limitée par les frontières géopolitiques et physiques du pays ou des pays auxquels cette société appartenait. En fait, il n'y avait pas entre les pays africains d'échanges d'informations et de données d'expérience sur les aspects relatifs aux techniques, à la gestion et à la formation et à d'autres aspects de l'exploitation des chemins de fer.

Cette situation a changé totalement en Afrique aujourd'hui, en raison des résultats remarquables obtenus par l'Egypte. Non seulement les informations et les données d'expérience sont régulièrement échangées entre les sociétés de chemins de fer africaines mais des comités de travail composés d'experts de plusieurs sociétés de chemins de fer ont été créés. Ces comités effectuent des études techniques détaillées sur les divers aspects relatifs à la gestion des chemins de fer, et à la formation etc, et élaborent des règles, des règlements et des normes uniformes pour toutes les sociétés de chemins de fer africaines. Les travaux de ces comités ont un caractère permanent et certains des résultats obtenus sont brièvement décrits ci-dessous:

Le Comité du matériel a établi les caractéristiques techniques:

a) du type de wagon couvert standard; b) du type de wagon à ridelles standard; et c) de deux types de wagons plats standard et il a élaboré des brochures techniques sur : les accrochages, les normes d'entretien et de réparation applicables au matériel de remorque, les freins à air comprimé, en plus des spécifications concernant les roues coulées et de la création d'usines sous-régionales communes pour la fabrication des wagons.

Le Comité des fournitures, des finances et des investissements a élaboré une nomenclature normalisée devant être appliquée par toutes les sociétés de chemins de fer africaines.

Le Comité de la formation et du personnel a effectué un travail qui a débouché sur la création de quatre instituts africains de formation pour les chemins de fer, à Zaria, Brazzaville, Lusaka et Warden et a également créé des centres organisant des concours pour l'admission à ces instituts.

Le Comité de la documentation et de l'information a effectué un travail préliminaire en vue de publier une revue intitulée "Chemins de fer africains" ainsi qu'un annuaire statistique. Les règles et les règlements s'appliquant au fonctionnement convenable d'un système de classement des documents ont également été élaborés.

Le Comité des voies permanentes a effectué des études et diverses activités techniques portant sur les structures, les gabarits des voitures, et les caractéristiques techniques du matériel ferroviaire.

Le Comité de la signalisation et des télécommunications a adopté des recommandations sur a) la coopération entre les sociétés de chemins de fer africaines en ce qui concerne l'échange d'équipement et d'informations; b) la possibilité de relier temporairement les postes de commande de deux réseaux frontaliers et c) le développement et la modernisation des installations de télécommunications.

Le Comité du trafic a élaboré un projet d'accord sur le commerce ainsi que sur le mouvement du matériel entre les réseaux et ce document a été envoyé aux sociétés de chemins de fer membres pour qu'elles présentent leurs observations.

Le Comité du traitement des données a achevé les travaux préliminaires sur l'application de méthodes modernes de traitement de l'information (sur ordinateur) par les sociétés de chemins de fer africaines. Ces résultats ne sont pas seulement considérables, mais ils constituent également des facteurs critiques dans les raccordements éventuels des divers réseaux tels qu'ils ont été préconisés dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications.

- III. J. i) 1. Nom de l'Institution : Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes.
2. Adresse du Siège : P.M.B. 5545, Ile-Ife (Nigéria)
3. a) Date de création : Octobre 1972
b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution 164 (VIII)
4. Zone géographique desservie : Toute l'Afrique.
5. Etats membres participants : Bénin, Ghana, Haute-Volta, Mali, Nigéria et Sénégal.
6. Objectifs : Assurer une formation théorique et pratique dans le domaine des levés aériens de façon à répondre aux besoins en matière de personnel; organiser des séminaires pour le perfectionnement des compétences; effectuer des recherches dans le domaine des levés aériens applicables à l'environnement africain et fournir des services consultatifs aux Etats membres dans ce domaine.
7. Organes : Le Centre est administré par un Conseil d'administration (qui se compose d'un représentant de chacun des pays participants, d'un autre membre nommé par le pays hôte, du Secrétaire exécutif de la CEA, du Directeur du Centre et d'un groupe de travail).
8. Activités principales : Le Centre a organisé à l'intention des techniciens un cours de photogrammétrie d'une durée de deux ans ainsi qu'un cours à l'intention des opérateurs de photogrammétrie qui a duré un an. Un cours de photo-interprétation a débuté pour l'année scolaire 1980-1981.

9. Budget pour 1980-1981 :

- a) **Total du budget ordinaire :** 1 100 751,00 dollars des E.U.
- Contributions des Etats membres 1 008 761,00 dollars des E.U.
 - Contributions d'autres organisations 91 990,00 dollars des E.U.
- b) **Total du budget d'investissement :**
- Contributions des Etats membres 168 350,00 dollars des E.U.
 - Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

10. Réalisations :

Depuis sa création, le Centre a formé environ 120 techniciens et opérateurs en photogrammétrie provenant d'un grand nombre de pays africains. Ainsi, les dispositions spéciales prises par le Centre pour assurer le succès des ses étudiants se sont révélées efficaces. Ce résultat ressort non seulement du taux élevé de succès aux examens des deux cours offerts par le Centre mais aussi des commentaires très encourageants reçus des pays et organismes participants au sujet des compétences professionnelles des anciens étudiants du Centre.

Catégorie IV. Institutions dont la CEA a contribué à la création

Groupement des institutions par secteur
(le même que pour la catégorie II ci-dessus)

IV. A. 1)

1. Nom de l'Institution : Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO)
2. Adresse du Siège : E.J. Roye Memorial Building, P.O. Box 1019, Monrovia (Libéria)
3. a) Date de création : Décembre 1971
b) Résolution portant création de l'Institution : Acte constitutif adopté à la Conférence des plénipotentiaires tenue à Dakar (Sénégal) en 1970
4. Zone géographique desservie : Tous les Etats africains
5. Etats membres participants : Participation ouverte à tous les Etats africains. Sont actuellement membres les pays suivants: Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo; La Guinée-Bissau est devenue membre associé à partir de 1975.
6. Objectifs : encourager la riziculture, augmenter les quantités et améliorer la qualité du riz produit en Afrique de l'Ouest.
7. Organes :
 - Le Conseil d'administration, constitué par les représentants des Etats membres (un représentant par Etat);
 - Le Conseil consultatif;
 - Le Comité scientifique et technique;
 - Le secrétariat exécutif.
8. Activités principales :
 - Programme de recherche;
 - Programme de développement;
 - Programme de formation;
 - Documentation;
 - Séminaires et ateliers.

9. Budget pour 1978 : Le budget d'administration et de développement de l'Association s'élève à environ 3 000 000 de dollars des Etats-Unis par an. Les données pour 1980-1981 ne sont pas disponibles.

Source de financement : (milliers de dollars des E.U.)

<u>En espèces</u> :	
Pays membres	1 122
Autres organisations	2 932
Total des contributions en espèces	4 054
<u>En nature</u> : Total	589
Financement total disponible	4 643

10. Réalisations : L'Association a entrepris les projets de recherche ci-après : un service de coordination; un centre de traitement et de stockage des semences; des vérifications sur place; l'accroissement du nombre de variétés utilisées; les sols et la fertilisation; la protection des plantes. L'Association a déjà exécuté plusieurs projets de développement notamment un centre de reproduction des semences et un organisme multidisciplinaire pour aider les Etats membres. Elle assure également la formation du personnel de niveau inférieur, moyen et supérieur pour la culture du riz et elle possède un centre moderne de documentation et de statistiques.

- IV. B. 1) 1. Nom de l'Institution : Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CPAO)
2. Adresse du Siège : Bishop Building, Lamina Sankoh Street, P.M.B. 218, Freetown (Sierra Leone)
3. a) Date de création : 25 juin 1975
- b) Résolution portant création de l'Institution : Accord conclu entre 7 banques centrales le 14 mars 1975
4. Zone géographique desservie : La sous-région de l'Afrique de l'Ouest
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Les banques centrales des pays suivants : Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

6. Objectifs : Promouvoir l'utilisation des monnaies des Etats membres dans les transactions commerciales et autres dans la sous-région et encourager la coopération monétaire et la libéralisation des échanges dans la sous-région.

7. Organes :

- i) Le Comité de change et de compensation, composé des gouverneurs des banques membres de la Chambre;
- ii) Le sous-comité de change et de compensation composé des représentants des gouverneurs;
- iii) La direction formée du Secrétaire exécutif et du Secrétaire exécutif adjoint.

8. Activités principales :

- i) Tenir l'état des transactions effectuées par l'intermédiaire de la Chambre;
- ii) Calculer le solde des opérations de chaque banque centrale membre avec les autres participants;
- iii) Entreprendre tout projet, étude et autres activités jugées nécessaires pour atteindre les objectifs de l'institution;
- iv) Services de secrétariat du Comité régional ouest-africain de l'Association des banques centrales africaines.

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire - (406 754 léones)	387 385 dollars des E.U.
b) Total du budget d'investissement - (26 250 léones)	25 000 dollars des E.U.
c) Assistance du PNUD 1973-1981	585 000 dollars des E.U.

10. Réalisations :

- i) Règlement mensuel des soldes entre les banques centrales membres (depuis juillet 1976);
- ii) Organisation des réunions annuelles des banques commerciales de l'Afrique de l'Ouest (depuis 1977)

iii) Organisation, en juillet 1979, au nom de l'Association des banques centrales africaines, de la première réunion des banques commerciales en Afrique;

iv) Participation à l'établissement de l'Association des banquiers de l'Afrique de l'Ouest dont la Chambre fait actuellement office de secrétariat;

v) Dans le cadre de l'assistance du PNUD, organisation de deux voyages d'études à l'intention des représentants des banques centrales membres en vue de leur faire acquérir une connaissance plus approfondie des méthodes d'opérations et autres mécanismes de compensation et, à l'intention de certains fonctionnaires du secrétariat, de plusieurs voyages d'études auprès d'autres institutions de compensation.

- IV. B. ii) 1. Nom de l'Institution : Chambre de compensation de l'Afrique centrale
2. Adresse du Siège : N'est pas encore fixée le Comité sous-régional étudie la question
3. a) Date de création : Le 25 janvier 1979, date de signature de l'accord;
- b) Résolution portant création de l'Institution :
Résolution du Comité sous-régional de l'Afrique centrale de l'Association des banques centrales africaines.
4. Zone géographique desservie : Afrique centrale
5. Etats membres participants : (au 1er janvier 1981) : Le Zaïre et les Etats membres de la BEAC, soit : le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, la République-Unie du Cameroun et le Tchad.
6. Objectifs : Encourager l'emploi des monnaies des Etats de la sous-région membres de la Chambre dans les transactions commerciales et autres; réaliser des économies dans l'emploi des réserves extérieures des membres de la Chambre; encourager les membres de la Chambre à libérer les échanges entre leurs pays respectifs et favoriser la coopération et la consultation monétaires entre les membres de la Chambre.

7. Organes : Le Comité de change et de compensation formé de représentants des membres.

8. Activités principales : renseignements non disponibles

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire : A l'étude au Comité de
- Contributions des Etats membres change et de compensation.
- Contributions d'autres organisations de la Chambre

b) Total du budget d'investissement
- Contributions des Etats membres Chiffre non disponible
- Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

10. Réalisations : Renseignements non disponibles

IV. B. iii) 1. Nom de l'Institution : Association des administrateurs africains des impôts

2. Adresse du Siège : (provisoire) c/o Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abéba (Ethiopie)

3. a) Date de création : Février 1980

b) Résolution portant création de l'Institution : Programme de travail et ordre de priorité de la CEA

4. Zone géographique desservie : Tous les Etats africains

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1980) : Algérie, Botswana, Ethiopie, Comores, Egypte, Gambie, Libéria, Malawi, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Swaziland, Togo et Zaïre.

6. Objectifs : Les objectifs de l'Association sont :

a) Favoriser la coopération dans le domaine de la politique, de la législation et de l'administration fiscales entre pays africains;

- b) Organiser des réunions à l'intention du personnel technique et administratif des administrations fiscales en vue de procéder à des échanges de vues et de mettre en commun l'expérience acquise;
- c) Organiser des séminaires et stages de formation consacrés à des problèmes précis de politique, de législation et d'administration fiscales;
- d) Favoriser la coopération dans le domaine de la mise au point et de l'emploi de moyens et institutions de recherche pour les administrateurs fiscaux.

7. Organes :

- a) L'Assemblée générale, qui comprend deux représentants désignés par le Ministre des finances du Gouvernement de chacun des Etats membres de l'Association et des personnalités invitées conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'Article 8 de l'acte constitutif.
- b) Le Comité exécutif, qui comprend le Président et le Vice-Président de l'Association, les présidents des comités sous-régionaux, le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint de l'Association en tant que membres *ès qualités*.
- c) Quatre comités sous-régionaux:
- d) Le secrétariat, qui comprend le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et le personnel employé éventuellement par l'Association.

8. Activités principales : Le programme d'activités de l'Association se compose comme suit :

- i) Réunions : a) cours de formation organisés par les comités sous-régionaux ainsi que par le secrétariat; b) la Conférence, qui réunit les membres du personnel technique et administratif des administrations fiscales et qui se tient normalement à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association. Les débats de ces réunions portent sur des sujets techniques relatifs à la politique et à l'administration fiscales.

ii) Activités d'étude et de recherche dans le domaine de la politique, de la législation et de l'administration fiscales. Ces travaux sont entrepris à l'initiative du secrétariat et à la demande des Etats membres de l'Association.

iii) Assistance technique aux Etats membres dans le domaine de la politique, de la législation et de l'administration fiscales.

iv) Publication de rapports d'études et de recherches visant à diffuser des renseignements et à fournir des orientations en vue de l'amélioration de la politique, de la législation et de l'administration fiscales dans les pays africains.

9. Budget pour 1980-1981 : (en dollars des E.U.)

a) Total du budget ordinaire : 60 000,00

- Contributions des Etats membres 60 000,00

- Contributions d'autres organisations Chiffre non disponible

b) Total du budget d'investissement Chiffre non disponible

- Contributions des Etats membres " " "

- Contributions d'autres organisations " " "

10. Réalisations : Depuis sa création en février 1980, l'Association n'est pas encore devenue pleinement opérationnelle mais certains de ses comités sous-régionaux prévoient d'organiser pendant l'exercice biennal 1980-1981 des cours de formation sous-régionaux consacrés à divers aspects de la politique, de la législation et de l'administration fiscales.

IV. F. i) 1. Nom de l'Institution : Institut national de statistique et d'économie appliquée (Centre participant au PFSA)

2. Adresse du Siège : B.P. 406, Rabat (Maroc)

3. a) Date de création : 1961

b) Résolution portant création de l'Institution :

Première session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1959 (Centre de formation des ingénieurs des travaux statistiques).

4. Zone géographique desservie : Pays francophones, surtout en Afrique du Nord.

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Guinée, Mali, Zaïre, Comores, Congo, République-Unie du Cameroun et Mauritanie.

6. Objectifs : Assurer la formation de cadres supérieurs et moyens dans le domaine de la statistique, de l'économie appliquée et du traitement de données pour l'administration publique, ainsi que pour les secteurs semi-public et privé.

7. Organes : Renseignements non disponibles.

8. Activités principales : Activités de formation et d'études dans le domaine de la statistique et du traitement de données.

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire : Chiffre non disponible

- Contributions des Etats membres " " "

- Contributions d'autres organisations " " "

b) Total du budget d'investissement " " "

- Contributions des Etats membres " " "

- Contributions d'autres organisations " " "

10. Réalisations : Renseignements non disponibles.

IV. F. ii) 1. Nom de l'Institution : Ecole de statistique d'Abidjan (Centre participant au PFSA)

2. Adresse du Siège : 08 B.P. 3, Abidjan 08 (Côte d'Ivoire)

3. a) Date de création : 1961

b) Résolution portant création de l'Institution : Première session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1959 (Ecole d'application à la Direction de la statistique)

4. Zone géographique desservie : Pays africains francophones

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Mali, Rwanda, République centrafricaine, Haute-Volta, Tchad, Congo, Bénin, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, Sénégal, Togo et Zaïre.

6. Objectifs : Assurer la formation de techniciens statistiques au niveau de l'encadrement moyen et supérieur.

7. Organes : Un Conseil d'administration de 14 membres et une direction.

8. Activités principales : Formation professionnelle et organisation de stages pratiques.

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire : Chiffre non disponible

- Contributions des Etats membres " " "

- Contributions d'autres organisations " " "

b) Total du budget d'investissement " " "

- Contributions des Etats membres " " "

- Contributions d'autres organisations " " "

10. Réalisations : Renseignements non disponibles

IV. F.iii) 1. Nom de l'Institution : Institute of statistics and Applied Economics, University of Makerere (Centre participant au PFSA)

2. Adresse du Siège : P.O. Box 7062, Kampala (Ouganda)

3. a) Date de création : Juillet 1969
 b) Résolution portant création de l'Institution : Rapport d'un groupe d'experts des Nations Unies E/CN.14/353, Addis-Abéba, janvier 1966.
4. Zone géographique desservie : Pays africains anglophones, notamment en Afrique de l'Est
5. Etats membres participants (au premier janvier 1981) : Soudan, Ghana, Libéria, Nigéria, Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Zambie et Ouganda.
6. Objectifs: Formation de statisticiens au niveau des cadres supérieurs, en vue de répondre aux besoins urgents de l'Ouganda et des autres pays anglophones d'Afrique.
7. Organes :
 - Un Conseil consultatif de 14 membres.
 - La direction,
8. Activités principales : Formation professionnelle; prestation de services de consultation statistique aux responsables de l'Université et du Gouvernement; travaux de recherche orientés vers la solution de problèmes pratiques de méthodologie en matière de statistique et d'économie appliquée.
9. Budget pour 1980-1981 :

a)	Total du budget ordinaire :	Chiffre non disponible
	- Contributions des Etats membres	" " "
	- Contributions d'autres organisations	" " "
b)	Total du budget d'investissement:	
	- Contributions des Etats membres	" " "
	- Contributions d'autres organisations	" " "
10. Réalisations : Renseignements non disponibles.

- IV. F. iv) 1. Nom de l'Institution : Institute of Statistical, Social and Economic Research (Centre participant au PSSA)
2. Adresse du Siège : Department of Statistics, University of Ghana, P.O. Box 74, Legon (Ghana)
3. a) Date de création : 1961
b) Résolution portant création de l'Institution : Première session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1959 (Achimota Statistical Training Centre)
4. Zone géographique desservie : Ghana et les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Le Ghana et deux autres Etats d'Afrique de l'Ouest
6. Objectifs : Offrir un programme d'enseignement et d'études de la statistique mettant particulièrement l'accent sur la méthodologie de la saisie et de l'analyse des statistiques officielles et fournir des services consultatifs aux organismes intéressés à la conception, à l'analyse et à la programmation informatiques aux fins de la statistique.
7. Organes :
- Conseil consultatif
 - Direction
 - Comité de travail
8. Activités principales : activités de recherche effectuées par l'Institut à l'appui de programmes de formation professionnelle de cadres moyens.
9. Budget pour 1980-1981
- a) Total du budget ordinaire : Chiffre non disponible
- | | | | |
|--|---|---|---|
| - Contributions des Etats membres | " | " | " |
| - Contributions d'autres organisations | " | " | " |
- b) Total du budget d'investissement :
- | | | | |
|--|---|---|---|
| - Contributions des Etats membres | " | " | " |
| - Contributions d'autres organisations | " | " | " |

10. Réalisations : Renseignements non disponibles

- IV. F. v) 1. Nom de l'Institution : Institut de statistique, de planification et d'économie appliquée (Centre participant au PFSA)
2. Adresse du Siège : B.P. 294, Yaoundé (République-Union du Cameroun)
3. a) Date de création : 1961
- b) Résolution portant création de l'Institution : Première session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1959 (Centre international de formation statistique)
4. Zone géographique desservie : Pays africains francophones
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Haute-Volta, Togo, Niger, Zaïre, Madagascar, Tchad, Burundi, Guinée, Mali, République centrafricaine, Gabon, Sénégal, Maurice, Bénin, Congo et République-Union du Cameroun.
6. Objectifs : Assurer une formation professionnelle dans le domaine de la statistique tant au niveau des services de soutien qu'au niveau "cadres" pour répondre aux besoins en personnel.
7. Organes :
- Conseil d'administration
 - Conseil universitaire
 - Direction
8. Activités principales : Outre les programmes de formation professionnelle, l'Institut organise des stages pratiques au cours desquels les étudiants sont temporairement détachés auprès d'un service de statistiques.
9. Budget pour 1980-1981
- | | | |
|----|--|------------------------|
| a) | Total du budget ordinaire : | Chiffre non disponible |
| | - Contributions des Etats membres | " " |
| | - Contributions d'autres organisations | " " |
| b) | Total du budget d'investissement : | " " |
| | - Contributions des Etats membres | " " |
| | - Contributions d'autres organisations | " " |

10. Réalisations : Renseignements non disponibles

- IV. F. vi) 1. Nom de l'Institution : Eastern African Statistical Training Centre, University of Dar-es-Salaam (Centre participant au PSSA)
2. Adresse du Siège : P.O. Box 3591, Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)
3. a) Date de création : 1965
b) Résolution portant création de l'Institution : Troisième session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1963
4. Zone géographique desservie : Pays anglophones, principalement en Afrique de l'Est.
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Soudan, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Seychelles, Somalie, Ouganda, Zambie et République-Unie de Tanzanie.
6. Objectifs : Offrir des moyens de formation professionnelle en matière de statistique destinée aux pays anglophones d'Afrique de l'Est et aux pays anglophones voisins.
7. Organes :
- Conseil consultatif de 10 membres ;
 - Direction
8. Activités principales : Programmes de formation professionnelle au niveau de services de soutien; stages d'enquêtes sur le terrain en cours d'études.
9. Budget pour 1980-1981 :
- | | |
|--|------------------------|
| a) Total du budget ordinaire : | Chiffre non disponible |
| - Contributions des Etats membres | " " |
| - Contributions d'autres organisations | " " |
| b) Total du budget d'investissement : | |
| - Contributions des Etats membres | " " |
| - Contributions d'autres organisations | " " |
10. Réalisations : Renseignements non disponibles.

- IV. F. vii) 1. Nom de l'institution : Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (centre participant au PFSA)
2. Adresse du Siège : B.P. 1109, Kigali (Rwanda)
3. a) Date de création : 1976
b) Résolution portant création de l'Institution : Résolution ECO(XVIII) Rés.9.
4. Zone géographique desservie : Pays de l'Afrique francophone
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Bénin, République centrafricaine, Maurice, Mali, Sénégal, Tchad, Congo, Togo, Burundi, Haute-Volta, Niger, Rwanda et Gabon.
6. Objectifs : Fournir les moyens nécessaires pour la formation des cadres professionnels dans le domaine des statistiques et de l'économie appliquée, afin qu'ils soient mieux en mesure d'assurer la planification économique et sociale des pays de la région.
7. Organes :
- Conseil d'administration des Etats membres de l'OCAM
- Conseil universitaire de 14 membres
- Conseil directeur
8. Activités principales : Activités de formation et de recherche.
9. Budget pour 1980-1981 :
a) Total du budget ordinaire : E.-U.\$ 445 000
- Contribution des Etats membres E.-U.\$ 360 000
- Contribution d'autres organisations E.-U.\$ 85 000
b) Total du budget d'investissement :
- Contribution des Etats membres -
- Contribution d'autres organisations -
10. Réalisations : Renseignements non disponibles

- IV. F. viii) 1. Nom de l'Institution : Institut des techniques de
planification et d'économie appli-
quée (centre participant au PFSA)
2. Adresse du Siège : 11 Chemin Doudou Mokhtar-Ben-Aknour,
Alger (Algérie)
3. a) Date de création : 1970
b) Résolution portant création de l'Institution :
Résolution ECO(EXVIII) Res. 9
4. Zone géographique desservie :
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) :
6. Objectifs : Remédier à la pénurie de statisticiens
qualifiés en Algérie.
7. Organes :
- Conseil d'administration
- On ne possède pas de renseignements sur ses organes et
consultatifs
8. Activités principales : Les programmes d'enseignement au
niveau professionnel comprennent des activités de recherche
9. Budget pour 1980-1981 :
a) Total du budget ordinaire : Chiffre non dis-
ponible
- Contribution des Etats membres " "
- Contribution d'autres orga- " "
nisations " "
b) Total du budget d'investissement :
- Contribution des Etats membres " "
- Contribution d'autres organi- " "
sations " "
10. Réalisations : Renseignements non disponibles

- IV. F. ix) 1. Nom de l'Institution : Department of Statistics, University of Botswana and Swaziland (Centre participant au PFSA)
2. Adresse du Siège : University College of Botswana, P.O. Box 22, Gaborone, (Botswana)
3. a) Date de création : 1976
- b) Résolution portant création de l'Institution :
4. Zone géographique desservie : Botswana, Malawi, Swaziland et Zambie
5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) : Botswana, Malawi, Swaziland et Zambie
6. Objectifs : Préparer des statisticiens compétents et qualifiés; consolider les compétences techniques et les aptitudes quantitatives de cadres autres que les statisticiens.
7. Organes :
- Conseil directeur
- Aucun autre renseignement disponible
8. Activités principales : Programme de formation aux niveaux intermédiaire et supérieur.
9. Budget pour 1980-1981 :
- a) Total du budget ordinaire :
- | | |
|---------------------------------------|------------------------|
| | Chiffre non disponible |
| - Contribution des Etats membres | " " |
| - Contribution d'autres organisations | " " |
- b) Total du budget d'investissement :
- | | |
|---------------------------------------|-----|
| - Contribution des Etats membres | " " |
| - Contribution d'autres organisations | " " |
10. Réalisations : Aucun renseignement disponible

IV. F. x) 1. Nom de l'Institution : Statistics Department, National University of Lesotho

2. Adresse du Siège : P.O. Box Roma, Via Maseru, Lesotho

3. a) Date de création : 1976

b) Résolution portant création de l'Institution :

4. Zone géographique desservie :

5. Etats membres participants (au 1er janvier 1981) :
Lesotho, Malawi et Zambie

6. Objectifs : Améliorer les connaissances statistiques en tant qu'outil de travail et non pas simplement à des fins éducatives

7. Organes :

- Conseil directeur

- Aucun autre renseignement disponible

8. Activités principales : Programmes de formation aux niveaux intermédiaire et supérieur

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire : Chiffre non disponible

- Contribution des Etats membres " "

- Contribution d'autres organisations " "

b) Total du budget d'investissement :

- Contribution des Etats membres " "

- Contribution d'autres organisations " "

10. Réalisations : Aucun renseignement disponible

IV. I. i) 1. Nom de l'Institution : Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)

2. Adresse du Siège : 15, bd. de la République, B.P. 2356, Dakar (Sénégal)

3. a) Date de création : janvier 1969

b) Résolution portant création de l'Institution :

- Recommandation no. 3 de la Conférence sur les transports aériens tenue en novembre 1964 à Addis-Abeba et organisée par la CEA et l'OACI en vue de créer une organisation de l'aviation civile en Afrique.

- Résolution CM/Res. 166(XI) de la onzième session de la Conférence des ministres de l'OUA tenue à Alger en 1968

- Statuts de la CAFAC adoptés à une réunion tenue en janvier 1969 à Addis-Abeba.

- Résolution CM/Res. 357(XXV) de la Conférence des chefs d'Etat de l'OUA tenue en juillet 1975 à Kampala.

4. Zone géographique desservie : l'Afrique tout entière

5. Etats membres participants : Les trente neuf (39) Etats ci-après ont ratifié les statuts de la CAFAC : Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie.

6. Objectifs : La Commission est un organisme consultatif dont le but est de fournir aux ministres des pays membres responsables de l'aviation civile le cadre dans lequel ils peuvent débattre des mesures de coordination et de coopération nécessaires à leurs activités dans le domaine de l'aviation civile tout en stimulant la coordination et un développement plus ordonné des transports aériens en Afrique.

7. Organes :

i) Le Bureau est chargé de diriger, de coordonner et d'orienter le programme de travail de la Commission pendant l'intervalle de deux ans qui s'écoule entre les sessions plénières

ordinaires. Il se compose d'un Président et de quatre Vice-Présidents, lesquels représentent les quatre sous-régions.

11) La CAFAC réunie en séances plénières, qui est l'organe suprême de la CAFAC, prend les décisions relatives aux activités de la Commission et est chargée de l'établissement et de l'approbation du budget provisoire des dépenses directes.

iii) Le Secrétariat a notamment pour activités de préparer les réunions, de mettre en oeuvre les recommandations approuvées par la Commission réunie en séances plénières, d'exécuter les décisions du Bureau et de participer aux réunions d'autres organisations. Il est dirigé par le Secrétaire général.

8. Activités principales :

- Etude de la contribution de l'aviation civile au développement du tourisme
- Amélioration de la compilation des statistiques sur l'aviation civile
- Activités et études préparatoires concernant les tarifs aériens
- Elaboration et réglementation des vols non réguliers
- Coordination des horaires aériens
- Amélioration de la facilitation dans les Etats membres de la CAFAC
- Normalisation de la durée et du contenu de cours de formation identiques
- Formation du personnel de l'aviation civile
- Création de centres de formation
- Promotion d'accords bilatéraux de transports aériens
- Etablissement d'un réseau de services aériens entre les pays arabes et les pays africains
- Examen des possibilités de coopération et d'intégration des compagnies aériennes
- Questions médicales relevant de l'aviation
- Etude des problèmes causés par le bruit des aéronefs.

9. Budget pour 1980-1981 :

	1980	1981
a) Total des dépenses directes:	(en dollars des E.-U.)	
- Contribution des Etats membres	417 353	543 413
- Contribution d'autres organisations	417 353	543 513
b) Total du budget d'investissement	Pas disponible	
c) Les dépenses indirectes sont normalement défrayées par l'OACI		

10. Réalisations :

- i) Organisation d'un séminaire sur la formation avancée des pilotes. Les participants de ce séminaire ont identifié les besoins les plus importants des pilotes de rang supérieur dans les pays africains, à la suite de quoi la CAFAC a entrepris un programme de création de deux centres régionaux de formation des pilotes en Afrique.
- ii) Organisation d'un séminaire sur la médecine de l'aviation, et en particulier pour ce qui est du problème de l'anémie à hématies falciformes.
- iii) Organisation pour chacune des quatre sous-régions de séminaires sur la coopération et l'intégration des compagnies aériennes.
- iv) Parrainage d'une étude sur les possibilités d'une contribution de l'aviation civile aux économies africaines. Financée par le PNUD, cette étude a été réalisée par l'OACI.
- v) Parrainage d'une étude sur les besoins de main-d'oeuvre et de formation en matière d'aviation civile dans les pays africains. Financée par le PNUD, cette étude a été réalisée par l'OACI. Sur la base de ses conclusions, la CAFAC, l'OUA et le PNUD ont organisé en mai 1978 à Genève une Conférence de bailleurs de fonds.
- vi) Promotion de la création d'un Centre régional de formation de pilotes et d'ingénieurs chargés de la maintenance des aéronefs pour les pays francophones à Franceville (Gabon). Un séminaire organisé pour les pays de l'Afrique anglophone s'est soldé par la transformation de l'école éthiopienne de formation en une école régionale pour ces pays.

ANNEXE

QUESTIONNAIRE SUR LES INSTITUTIONS REGIONALES ET SOUS-REGIONALES

I. Catégorie (donner le numéro et titre complet du groupe auquel appartient l'Institution)

Exemple : "I - Institution et organes de la CEA"

II. Renseignements

1. Nom de l'institution : _____

2. Adresse du Siège (en entier) : _____

3. _____

3. a) Date de création : _____

b) Résolution portant création de l'Institution : _____

4. Zone géographique desservie : _____

5. Etats membres participants (actuellement ou au 1er janvier 1981) (donner la liste des pays) : _____

6. Objectifs (résumé) : _____

7. Organes : Fournir des informations sous la forme d'une annexe I -

Exemple : Conseil d'administration de tous les Etats membres
Comité exécutif composé de 5 membres et d'un représentant sous-régional
Conseil universitaire de 6 membres
Conseil directeur

8. Activités principales (résumer sous la forme d'une annexe II)

9. Budget pour 1980-1981 :

a) Total du budget ordinaire :

Dollars des E.-U.

- Contribution des Etats membres

- Contribution d'autres organisations

b) Total du budget d'investissement :

- Contribution des Etats membres

- Contribution d'autres organisations

10. Réalisations :

(résumer sous la forme d'une annexe III).